

La Gazette du Réseau Cicle



Projet de voûte Nubienne à Fouta © Le Partenariat

S'informer sur le secteur de l'énergie au travers de nos membres

À travers les différentes rubriques de cette Gazette, le Réseau Cicle met en lumière des initiatives innovantes en matière d'accès à l'énergie, ainsi que les regards de celles et ceux qui les portent.

Sommaire

Édito.....	03
Des nouvelles du réseau.....	05
Enjeux internationaux.....	09
Regards.....	12
Actualités pays Cambodge.....	19
Actualités pays Sénégal.....	25
Actualités pays Togo.....	30
Actualités pays Madagascar.....	35
Actualités pays Maroc.....	41
Actualités pays Cameroun.....	46
L'énergie des territoires.....	54
Genre.....	56
Parole à la Recherche.....	61
Parole aux entreprises.....	69
Recommandations.....	72
Mots-croisés.....	74
Contributions.....	75



Mot d'ouverture du Réseau Cicle

« Les années 2025-2026 marquent pour le Réseau Cicle un tournant dans la compréhension et la structuration de l'action extérieure des collectivités territoriales dans le secteur de l'énergie, en particulier s'agissant du recours au dispositif 1 % énergie. À travers un travail d'enquête rigoureux mené en collaboration avec ses partenaires et notamment le programme Solidarité Eau (pS-Eau), le Réseau Cicle a récemment publié son bilan 2025, apportant un éclairage inédit sur les dynamiques à l'œuvre : collectivités engagées, volumes financiers mobilisés, typologies de projets soutenus.

Réalisé sur la base des données de l'année 2024, ce Bilan AECT vise à rendre visibles les tendances de la solidarité internationale dans le secteur de l'énergie, à renforcer la connaissance des dispositifs à disposition des collectivités, et à identifier les potentiels encore insuffisamment mobilisés.

Les enseignements qui en ressortent invitent à un regard à la fois encourageant et lucide. D'un côté, le secteur de l'énergie mobilise en 2024 des financements de solidarité plus importants que les estimations précédentes, dépassant le million d'euros. Cette dynamique souligne le rôle structurant des collectivités organisatrices de la distribution d'énergie, dont les contributions, bien que moins directement inscrites dans des logiques de coopération décentralisée directe, représentent aujourd'hui la part la plus significative des financements. Elle confirme également l'effet levier du dispositif 1 % énergie, qui constitue un outil pertinent pour amplifier l'engagement des territoires.

D'un autre côté, cette progression s'accompagne de fragilités structurelles qu'il convient de ne pas ignorer. Une part importante des financements repose en 2024 sur un nombre restreint de collectivités, exposant à un risque de réduction drastique en cas de désengagement. Dans le même temps, le taux de mobilisation du dispositif 1 % énergie, estimé à 23 %, met en évidence

l'existence d'un potentiel significatif encore disponible. Cette marge de progression constitue une piste pour élargir la base des collectivités engagées, sécuriser une part de financements et contribuer au maintien des actions de solidarité internationale dans le secteur de l'énergie, aujourd'hui fragilisées. Il importe toutefois de souligner que cette enveloppe reste limitée et ne saurait, même avec un taux de mobilisation élevé, se substituer à l'engagement des bailleurs de l'aide publique au développement.

Dans ce contexte, l'enjeu n'est pas tant de transformer en profondeur les dispositifs existants que de mieux les faire connaître, de partager les expériences des collectivités qui les ont mobilisés et d'accompagner à leur mise en place. Le travail d'observation engagé par le Réseau Cicle sera ainsi reconduit à l'horizon 2027-2028, avec une collecte annuelle des données permettant de suivre dans le temps l'évolution des pratiques et des engagements.

Le Réseau Cicle poursuit et renforce ainsi son engagement pour accompagner concrètement les collectivités territoriales par un appui à l'identification de partenaires, un partage d'informations sur les dispositifs solidaires, ainsi qu'un soutien aux démarches de structuration et de développement de leurs actions de solidarité internationale via la coopération décentralisée et/ou en lien avec les associations de leur territoire. »

Olivier Dehaese

Président du SDE35

« En tant qu'acteur public de la transition énergétique, le Syndicat Départemental d'Énergie d'Ille-et-Vilaine agit pour garantir un accès fiable et durable à l'énergie sur l'ensemble du territoire. Cette mission de service public prend aussi tout son sens à l'international, là où l'accès à l'énergie demeure un défi majeur.

À l'échelle mondiale, 2,8 milliards de personnes dépendent encore de sources d'énergie traditionnelles, souvent dangereuses pour la santé et nocives pour l'environnement. Sans énergie fiable, leurs perspectives de développement sont limitées. Pour répondre à ces enjeux, les syndicats d'énergie disposent, grâce à la loi Oudin-Santini-Pintat, d'un cadre légal leur permettant d'agir via le mécanisme du 1 % énergie, qui ouvre la voie à une mobilisation collective en faveur d'un accès universel, durable et sécurisé à l'électricité.

Le SDE35 s'inscrit pleinement dans cette dynamique. Depuis 2013, il se saisit du 1 % énergie pour accompagner des projets principalement en Afrique, contribuant à la lutte contre la pauvreté énergétique, au développement des énergies renouvelables et à la transition énergétique. En plus de 10 ans, près d'une trentaine de projets ont ainsi été soutenus : électrification rurale, installations photovoltaïques ou renforcement d'équipements publics essentiels.

Le SDE35 est également engagé aux côtés de Rennes Métropole et de la Collectivité Eau du Bassin Rennais au sein du Fonds d'Accès aux Services Essentiels (FASE). Ce fonds mutualise les contributions issues des dispositifs 1 % eau, énergie et déchets pour soutenir de manière coordonnée des projets associatifs portant sur les services essentiels. Cette approche partagée répond à une réalité de terrain : l'accès à l'énergie est étroitement lié à l'accès à l'eau et à la gestion des déchets, d'où l'intérêt d'une démarche multi-partenariale.

Par ces engagements, le SDE35 poursuit une politique de solidarité internationale cohérente avec ses missions de service public et contribue, à son échelle, à l'amélioration durable de l'accès aux services essentiels. »



Photo © JLA



Les nouvelles du Réseau

Du mouvement dans l'équipe



Nadia Hillary Djoukouo Dassi, PhD

Ingénieure de formation, Nadia Hillary Djoukouo Dassi combine une double expertise en énergie et en gestion des déchets. Elle a contribué à plusieurs projets structurants dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement et de la gestion des déchets. Ces expériences lui ont permis de développer une vision globale de l'ODD 7, un atout précieux pour la mise en œuvre de projets dans les pays du Sud.

Au sein du Réseau Cicle, elle occupe le poste de chargée de mission Afrique centrale et accompagne les initiatives liées à l'électrification et à la cuisson propre, contribuant à transformer les idées en actions concrètes. Elle travaille en particulier sur le bois-énergie, au cœur de sa mission liée au programme V-Forêt et soutenu par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE).

Contact :

nadia.djoukouodassi@reseau-cicle.org



Amany Sam Dine Traore

Après une première formation orientée vers la solidarité internationale et les enjeux de développement durable, ainsi qu'une expérience sur des projets de séchage solaire et de cuisson écologique, Sam Dine poursuit son intérêt pour les questions énergétiques à travers un master en économie de l'énergie, de l'environnement et des transports à l'Université Grenoble Alpes. Son parcours lui permet aujourd'hui de lier les enjeux de transition énergétique aux projets de développement, avec une attention particulière portée aux solutions durables adaptées aux besoins des territoires.

Il intègre l'équipe du Réseau Cicle en avril 2026 pour un stage de six mois et contribue à l'animation du réseau en participant à la production de connaissances, à l'alimentation de la base de données Atlas ainsi qu'à l'organisation du forum annuel et des ateliers de retour d'expérience.

Contact :

amany.dinetraore@reseau-cicle.org

Nouvelles adhésions



Watt for Change rejoint le Réseau Cicle en tant qu'adhérent !

En 2016, le Groupe VALOREM a créé une structure dédiée pour inscrire son engagement sociétal dans la durée : Watt For Change. Sa vocation est d'assurer un accès décent et durable à l'énergie pour toutes et tous, en France et dans le monde.

Depuis maintenant 10 ans, Watt For Change développe, finance et accompagne des projets d'accès à l'énergie qui

transforment concrètement le quotidien de dizaines de milliers de personnes grâce aux énergies renouvelables. Ce soutien est fondé sur deux valeurs majeures : l'écoute des besoins réels des acteurs locaux afin de garantir la pertinence des projets, et le partage des expériences, dans une logique de synergie et de diffusion des solutions innovantes adaptées à chaque territoire.

En favorisant l'engagement direct des femmes et des hommes au cœur des territoires, tout en promouvant l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables, Watt For Change a déjà accompagné

plus de 147 projets, impactant positivement la vie de plus de 196 000 personnes au cours de la dernière décennie.

Pour amplifier son impact, Watt For Change mise sur le travail en réseau. Le partenariat avec Cicle s'inscrit dans cette démarche, avec l'objectif de bénéficier de l'expertise de ce réseau reconnu et de s'insérer dans un écosystème dynamique. Cette coopération permet à Watt For Change de renforcer les synergies, de mutualiser les bonnes pratiques et de continuer à développer des actions concrètes favorisant l'accès durable à l'énergie pour le plus grand nombre.

Forum annuel 2025

Le 2 avril 2025 avait lieu le 2ème Forum Annuel du Réseau Cicle à Marseille. Une journée riche en échanges, articulée autour de six ateliers sur l'accès à l'énergie, ses modèles de financement et un dialogue de projets de recherche en plénière autour des freins à l'adoption de technologies de cuisson propre, qu'ils soient d'ordre financiers ou comportementaux.



Accéder au compte rendu des échanges :

https://bdd.pseau.org/outils/biblio/index.php?pgmpseau_id=77&l=fr&d=12891

Publications du Réseau



Ouverture du site internet

Après de longs mois de travail collaboratif, nous sommes ravis de vous dévoiler **notre nouveau site internet**, plus moderne, plus clair et entièrement repensé pour mieux répondre à vos besoins et au partage d'informations sur les secteurs de l'énergie et de la coopération internationale : [site internet](#)

Vous y retrouverez **un large éventail de contenus et de ressources sur les sujets qui nous animent**, notamment :

- Des pages d'information par pays pour suivre l'évolution des politiques et des actions locales
- Des fiches thématiques pour approfondir les grands enjeux liés à l'énergie, au climat, à la coopération et à la transition
- Une rubrique actualités pour ne rien manquer des dernières publications
- Un agenda des événements à venir
- Des appels à projets
- Et une section dédiée aux offres d'emploi dans nos domaines d'action.

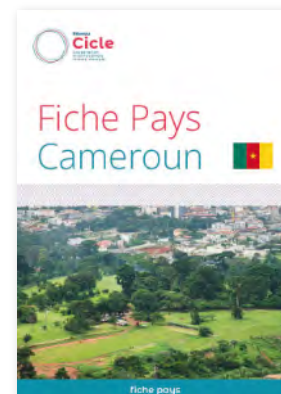
Ce nouveau site a été pensé pour vous offrir une navigation intuitive, un accès facilité aux contenus et une meilleure lisibilité des actions du Réseau Cicle.



Fiche pays Madagascar

Cette fiche pays, deuxième de la série après celle sur le Sénégal, fait la synthèse du cadre sectoriel de l'énergie à Madagascar, les acteurs, leur rôle etc. afin de donner des clés de compréhension contextualisées et permettre aux porteurs et porteuses de projets de s'insérer au mieux dans les planifications nationales et locales.

[Fiche pays Madagascar](#)



Fiche pays Cameroun

Après les fiches pays consacrées au Sénégal et à Madagascar, le Réseau Cicle poursuit sa série avec cette nouvelle publication dédiée au Cameroun. Cette fiche pays décrypte les rouages et les réalités du paysage énergétique camerounais. En cartographiant ses enjeux sectoriels, ses institutions clés, ses dynamiques de gouvernance et ses ambitions en matière d'énergies renouvelables, elle offre une boussole stratégique pour mieux comprendre les dynamiques nationales et locales, identifier les opportunités de collaboration et accompagner les porteurs et porteuses de projets désireux d'aligner leurs initiatives sur les trajectoires de développement nationales et locales de l'Afrique en miniature. Lien vers la fiche pays Cameroun (en attente de publication).

[Fiche pays Cameroun](#)



Fiche de synthèse Biogaz

Cette fiche de synthèse sur le biogaz propose une lecture claire et opérationnelle des enjeux liés au développement de cette filière. Elle met à disposition des informations clés pour accompagner les acteur·rices de l'énergie dès la conception de leurs projets, dont la mise en œuvre est souvent complexe.

[Fiche de synthèse Biogaz](#)



Fiche de synthèse DEEE

Cette fiche vise à fournir une compréhension synthétique de la gestion des DEEE afin que les acteurs de l'accès à l'énergie puissent intégrer cette dimension dès la conception de leurs projets. Spécificités techniques, risques, freins à la gestion, cadres réglementaires, pratiques innovantes,

recommandations, acteurs et ressources de référence sont autant d'informations utiles capitalisées dans cette publication.

[Fiche de synthèse DEEE](#)



Fiche de synthèse Bois-énergie

La fiche thématique du Réseau Cicle explore les coulisses de la filière bois-énergie. Ressource essentielle pour des millions de personnes mais fondamentalement complexe, comment concilier son utilisation historique avec les impératifs de durabilité ? C'est tout l'enjeu de cette publication. À travers une approche structurée, elle décrypte la filière sous différents angles : des usages à l'organisation des chaînes de valeur, en passant par le rôle des acteurs clés et les perspectives d'évolution du secteur. Conçu comme un véritable outil d'orientation, ce document donne les repères et les leviers d'action indispensables pour surmonter les défis du terrain et bâtir des initiatives parfaitement adaptées aux réalités des territoires.

[Fiche de synthèse Bois-énergie](#)



Guide méthodologique n°1

Les systèmes d'électrification décentralisée — en particulier solaires — sont aujourd'hui reconnus comme des solutions clés pour accélérer l'accès universel à l'électricité d'ici 2030. Pourtant, leur gestion sur le long terme reste un défi : de nombreux obstacles compromettent encore leur pérennité après les premières années de fonctionnement. L'objectif de ce premier guide méthodologique intitulé « Comment mener à bien un projet d'électrification décentralisée ? Rôle et importance des acteurs locaux. » repose sur une conviction forte : l'accès universel à l'électricité dépend de la fiabilité du service dans la durée, et celle-ci ne peut être assurée sans l'implication des acteurs locaux et le renforcement de leurs capacités.

[Guide méthodologique](#)

Forum de clôture du programme en octobre

En 2026 : un Forum annuel consacré à l'action extérieure des collectivités territoriales

La date est désormais fixée !

Les membres du Réseau Cicle se retrouveront le 7 octobre prochain à Paris, à l'occasion de leur Forum annuel, placé sous le signe de l'Action extérieure des collectivités territoriales (AECT), fil rouge thématique de cette édition 2026.

ONG, collectivités territoriales, entreprises, chercheur·euse·s et bailleurs du secteur seront réunis autour d'un objectif commun, partagé lors des précédentes éditions : renforcer les synergies et réfléchir collectivement aux solutions en faveur de l'accès à l'énergie et de la transition énergétique.

Une place importante sera accordée aux travaux de recherche ainsi qu'aux retours d'expérience des partenaires, notamment sur les enjeux liés à la distribution des services d'accès à l'énergie, à la finance carbone, aux dynamiques de partenariats et de réciprocité à l'international, ainsi qu'à la rénovation énergétique.

Cette édition sera également marquée par un temps fort inédit, car le Réseau Cicle aura l'honneur d'accueillir sa toute première délégation de partenaires !



Photo © Réseau Cicle

Agenda national

Février 2026

[Bio360 Europe](#)

11 et 12 février 2026 - Nantes

Mai 2026

[L'avenir de la coopération pour le développement](#)

11-12 mai 2026 – Paris

Juin 2026

[Rencontres Méditerranéennes de la Décarbonation 2026](#)

29 juin 2026 - Marseille

Juillet 2026

[Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales \(RAICT\)](#)

8 et 9 juillet 2026 – Paris

Septembre 2026

[Le salon des acteurs éco-responsables du confort et de l'efficacité énergétique](#)

28 septembre - 1^{er} octobre 2026 - Paris

Octobre 2026

[Pollutec 2026](#)

6 au 9 octobre 2026 – Lyon

[Le Salon des solutions environnementales & énergétiques](#)

7 au 8 octobre 2026 - Strasbourg

Novembre 2026

[Rendez-vous avec les Afriques](#)

26 novembre 2026 - Bordeaux

[Rencontre des acteurs engagés contre la précarité énergétique](#)

18 novembre 2026 - France

[Festival des Solidarités](#)

13 novembre au 13 décembre 2026 - France

Décembre 2026

[EnerGaïa 2026 : Forum des Énergies Renouvelables](#)

9 au 10 décembre 2026 - Montpellier

Agenda international

Février 2026

[World Sustainable Energy Days 2026](#)

24 – 27 février 2026

Wels, Autriche

Toutes les rediffusions [ici](#) & [ici](#)

Avril 2026

[ARE Energy Access Investment Forum 2026 \(EAIF\)](#)

21 – 24 avril 2026

Nairobi, Kenya

Toutes les rediffusions [ici](#)

[Energy Tech Summit 2026](#)

15 – 16 avril 2026

Bilbao, Espagne

Le rapport disponible [ici](#)

Mai 2026

[Invest in African Energy \(IAE\) 2026](#)

11 – 12 mai 2026

Paris, France

La rediffusion [ici](#)

Juin 2026

[Assises européennes de la transition énergétique 2026](#)

23 – 25 juin 2026 - Dijon

[IEA Global Conference on Energy Efficiency 2026](#)

29 – 30 juin 2026

Montréal, Canada

Juillet 2026

[47th IAEI International Conference](#)

19 – 22 juillet 2026

Santiago, Chili

Septembre 2026

[International Energy Future Conference \(IEFC 2026\)](#)

17 – 19 septembre 2026

Rome, Italie (hybride)

[3^e Congrès annuel de l'AISESA](#)

3^e Congrès annuel de l'AISESA

Octobre 2026

[Climate Chance – Conférence internationale partenaire 2026](#)

19 – 22 octobre 2026

Abidjan, Côte d'Ivoire

Novembre 2026

[COP31 – Conférence des Parties \(CCNUCC\)](#)

9 – 20 novembre 2026

Antalya, Turquie

Regards Travailler en réseau

Le Pari Gagnant des 8 : Comment l'Alliance pour le Biodigesteur Transforme l'Afrique de l'Ouest par une approche Concertée de promotion de la technologie du biodigesteur

Par Deita Sylvie YAMEOGO

« Face aux défis croisés de la sécurité alimentaire, de l'accès à l'énergie propre et de l'urgence climatique, l'Afrique de l'Ouest et du Centre dispose d'une solution technologique éprouvée : le biodigesteur.

Promu depuis les années 2000 au niveau domestique, le biodigesteur valorise les déchets organiques, notamment les déjections animales, pour produire du biogaz et un fertilisant naturel. Cette technologie constitue un levier

incontestable de développement structurel. Pourtant, son déploiement à grande échelle bute encore sur la cohérence des politiques publiques et l'insuffisance des ressources techniques et financières allouées aux initiatives nationales.

C'est pour briser ce plafond de verre que huit pays (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée, Mali, Niger, Sénégal, Togo) ont fait un **pari audacieux et gagnant** : celui de l'union sacrée au

sein de l'**Alliance pour le Biodigesteur en Afrique de l'Ouest et du Centre (AB. AOC)**. Au-delà de la simple promotion technique, cette Alliance démontre que la véritable clé du succès réside dans une action politique concertée et la mise en place d'un écosystème régional cohérent et durable.



Evènement annuel de partage de connaissances et de réflexion sur la durabilité du secteur biodigesteur de Cotonou (Octobre 2025 – programmes ABC) © ab- aoc

L'Union fait la Force : Vers un Marché Régional Porté par le Secteur Privé*

La Régulation comme Gage de Confiance

Depuis sa création en 2018, le cœur de l'action de l'AB.AOC¹ réside dans le plaidoyer pour une législation harmonisée et des standards de qualité exigeants dans le secteur des biodigesteurs. L'insuffisance de règles claires peut en effet saper la réputation de la technologie et la confiance des ménages ruraux et périurbains.

Le pari de l'Alliance est celui de la standardisation progressive à partir de bonnes pratiques testées dans l'un des pays membres suivant un principe de renforcement technique.

Une telle démarche vise à rassurer non seulement les consommateurs, mais aussi les banques et institutions de microfinance, souvent réticentes, à financer des technologies jusque-là jugées risquées.

Le plaidoyer de l'AB.AOC ne se limite pas aux normes techniques ; il vise la mise en place d'un écosystème institutionnel et économique de dispositions favorables au développement du marché du biodigesteur.

Plaidoyer pour un Engagement Étatique et une Cohérence Stratégique

Au-delà des aspects techniques, l'AB.AOC déploie un plaidoyer stratégique visant à renforcer l'engagement politique des États membres et à assurer une véritable cohérence des politiques publiques.

Le biodigesteur, par sa nature transversale, ne peut rester cantonné dans un seul ministère. L'action de l'Alliance consiste donc à inciter les gouvernements à aligner leurs visions sectorielles (agriculture, énergie, environnement, élevage...) et à inscrire explicitement cette technologie dans les documents de planification majeurs, tels que les



Visite de M. Amadou Dicko, Ministre délégué, chargé des Ressources animales du Burkina Faso sur une installation de biodigesteur (Commune de Ténado/Burkina Faso) © ab- aoc

1 - Ses actions couvrent le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone et le Togo

Contributions Déterminées au niveau National (CDN) ou les Plans Nationaux de Développement (PND) afin d'assurer que le secteur bénéficie d'un portage politique de haut niveau pour mobiliser les ressources nécessaires et assurer la pérennité des actions engagées.

Un cap fixé vers 2030 sous un Nouveau Leadership

Les huit pays membres ont élaboré le Plan Stratégique 2026-2030. Cette feuille de route ambitieuse vise à transformer les acquis réglementaires et politiques en résultats tangibles à grande échelle à travers l'installation de 50 000 nouveaux biodigesteurs qui permettraient la réduction d'environ 576 000t eq de CO₂, l'accès de 300 000 personnes à une source d'énergie propre, de préserver environ 47 520 ha de forêt.

Sous l'impulsion de la nouvelle présidence guinéenne du Conseil des Ministres, assurée par **Madame Djami DIALLO, Ministre de l'Environnement et du Développement Durable**, l'Alliance bénéficie d'un leadership renouvelé pour porter cette vision.

En consolidant la coopération régionale et en opérationnalisant ce plan stratégique, l'AB.AOC confirme que l'union des forces est la voie pour faire



Mme Djami DIALLO Présidente du Conseil des Ministres de l'AB.AOC, Ministre l'Environnement et du Développement Durable de la Guinée
© ab- aoc

du biodigesteur un véritable levier de prospérité durable pour les populations ouest-africaines.

...Des actions concertées pour plus de résilience ! »



Pour en savoir plus :

<https://ab-aoc.org/>

ou

s.yameogo@ab-aoc.org

African Network for Solar Energy (ANSOLE)

Daniel Ayuk Mbi Egbe

International Coordinator of ANSOLE

« À l'entrée dans la dernière ligne droite vers l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), les indicateurs disponibles demeurent préoccupants. Sans un redoublement significatif des efforts, l'ODD 7 ne sera pas atteint d'ici 2030. À l'échelle mondiale, près de 92 % de la population a accès à l'électricité, mais cette moyenne masque de profondes disparités régionales. En Afrique subsaharienne, principalement dans des zones reculées, près de 85 % de la population n'a toujours pas accès à l'électricité.

Compte tenu de la dispersion géographique de ces populations et du niveau élevé des investissements requis, l'extension des réseaux électriques nationaux n'est pas économiquement viable dans de nombreuses zones. Dans ce contexte, les solutions électriques hors réseau constituent l'option la plus pertinente, permettant à la fois d'assurer l'accès à l'électricité et de garantir la viabilité économique du service.

Le rapport de l'Agence internationale de l'énergie (AIE et al., 2025) sur le suivi de l'ODD 7 réaffirme le rôle crucial des énergies solaires hors réseau pour accélérer l'accès à l'énergie. Ces solutions, à la fois rentables et rapidement déployables à

grande échelle, permettent d'atteindre efficacement les communautés rurales isolées. Les efforts visant l'accès universel à l'électricité d'ici 2030 doivent donc être renforcés en priorité autour de l'énergie solaire hors réseau, qui constitue la solution la plus rentable pour 41 % des personnes actuellement privées d'électricité.

Anticipant cette dynamique, ANSOLE ([African Network for Solar Energy](#)) réseau panafricain qui compte 1 200 membres répartis dans 45 pays africains et 31 pays du reste du monde, œuvre depuis sa création en 2011 à la promotion des solutions

solaires à travers la formation, la recherche-action, les conférences et le plaidoyer. Dans cette continuité, la plateforme [ANSOLE-Econnect](#), lancée en 2025, vise à accélérer l'atteinte de l'ODD 7 en renforçant les partenariats et collaborations Sud-Sud et Nord-Sud.

Nous sommes convaincus que les chercheurs africains peuvent jouer un rôle déterminant dans l'accès universel à l'énergie, à condition de renforcer les capacités scientifiques et de mieux relier recherche, innovation et décision publique. »



Photo © ANSOLE

Climate Chance : La Feuille de route de Cotonou pour le développement durable des énergies renouvelables sur le continent africain - 2025

Le Sommet Climate Chance Afrique de Cotonou, qui s'est tenu les 27 et 28 octobre 2025, a permis de réunir plus de 1000 acteurs de la société civile africaine (entreprises, réseaux, associations, ONG, collectivités...) afin d'échanger sur les questions d'adaptation, de biodiversité, et bien entendu d'énergies renouvelables, notamment lors de cinq ateliers thématiques et d'une plénière dédiée.

Il s'agissait de la 6ème édition des Sommets Climate Chance Afrique, rassemblant d'importants acteurs non-étatiques du climat sur le continent africain après les Sommets d'Agadir (2017), d'Abidjan (2018), d'Accra (2019), de Dakar (2022) ou encore de Yaoundé (2023).

Fruit d'un travail collaboratif et d'une consultation stratégique menée auprès des réseaux de Climate Chance, la Feuille de route de Cotonou pour le développement des énergies renouvelables est un nouveau document de plaidoyer collectif.

Elle formule plusieurs actions clés, parmi lesquelles :

- Développer les énergies renouvelables en Afrique, tout en reconnaissant le continent comme un acteur essentiel de la transition énergétique mondiale.
- Mettre en œuvre une transition énergétique juste et durable.
- Accroître les financements pour répondre aux besoins du continent, tout en

dénonçant avec fermeté la diminution de l'Aide Publique au Développement (APD).

- Améliorer l'utilisation des marchés carbone et des outils de garantie/derisking.
- Souligner le rôle stratégique des collectivités territoriales et des projets de coopération décentralisée.

Ce vaste plaidoyer a déjà été signé par une quarantaine d'acteurs non étatiques partenaires, parmi lesquels des collectivités, des réseaux de collectivités, des agences sectorielles, des universités etc.



Sommet Climate Chance à Cotonou, 2025. © Climate Chance



Pour en savoir plus, les détails et recommandations sont consultables via le [site internet de Climate Chance](https://www.climate-chance.org)



Pour toute demande d'ajout de signatures ou d'informations, n'hésitez pas à écrire à l'adresse suivante enr@climate-chance.org

Energypedia: A Global Platform for Knowledge Sharing on Sustainable Energy



How do you plan a small hydropower project? What case studies are available for mini-grids or off-grid solar projects? And how does one market clean cooking stoves? The online wiki platform www.energypedia.info provides answers to questions like these. It offers an open and collaborative space for sharing expert knowledge and experience on renewable energy, energy efficiency, and energy access.

Global knowledge sharing and mutual learning are essential to accelerate the energy transition and achieve SDG 7 by 2030. However, knowledge on technologies, best practices, and project experience often remains fragmented across organisations, institutions, and companies, creating silos and slowing the diffusion of

effective solutions.

To address this, energypedia works similarly to Wikipedia. All content is freely accessible, and registered users can create, edit, and share articles and documents. They can also post events, job opportunities, announcements, and connect with other community members. The platform is operated by energypedia non-profit and funded through grants, donations, and revenues from its subsidiary, energypedia consult.

The platform promotes global exchange among experts and practitioners from civil society, academia, and the public and private sectors. By making practical experience widely available, it helps avoid duplication of efforts. Content is structured through portals, categories, and databases for easy navigation. Energypedia covers technologies and

topics such as solar, wind, hydro, bioenergy, cooking energy, productive use of energy, and humanitarian energy. A country portal provides information on the energy situation in various nations.

In addition of articles, energypedia offers databases and knowledge products such as toolboxes and webinar series. The platform also features an event calendar, job portal, opportunity database, and publication database to support professionals.

Over the past decade, energypedia has become a widely used resource for the sustainable energy community. More than 13,400 registered users have contributed over 6,000 articles, and around 60,000–80,000 users visit the platform each month. It collaborates or has collaborated with organisations and networks such as GIZ, ESMAP, Practical Action, UNITAR, ICRC, and other energy networks to promote knowledge sharing and raise awareness of renewable energy and energy access.

Portals

ENERGY TECHNOLOGIES



Solar



Hydro



Bioenergy



Wind

ENERGY USE



Cooking



Productive Use



Mobility

CROSS CUTTING ISSUES



Energy Access



Countries



Impacts



Mini-grid



Grid



Financing and Funding



Water and Energy for Food



Climate Change

Specials



Knowledge Products Portal



Mozambique Off-grid Knowledge Hub



Energy Solutions for Displacement Settings



Nigeria Off-Grid Solar Knowledge Hub



Learn more about energypedia and register your account today to start sharing your knowledge!

https://energypedia.info/wiki/Main_Page

REFELA Cam : Femmes élues locales et énergie, quand le leadership féminin éclaire la transition énergétique au Cameroun

Au Cameroun, les défis liés à l'accès à l'énergie et à la transition énergétique se jouent en grande partie au niveau local. C'est à cette échelle que le Réseau des Femmes Élues Locales d'Afrique – section Cameroun (REFELA-CAM) a choisi d'agir, en mobilisant des femmes maires, adjointes et conseillères municipales autour d'une vision commune : faire de l'énergie durable un levier de développement inclusif.

Créé pour renforcer le leadership et l'influence des femmes dans la gouvernance locale, REFELA-CAM s'est progressivement imposé comme un espace de concertation, de plaidoyer et d'action. Le REFELA-CAM regroupe un total de 44 membres dont 39 maires titulaires depuis 2020, 3 adjointes et 2 conseillères municipales.

Son engagement dans le secteur énergétique s'est structuré à travers le programme FEDACAM – Femmes et Énergie Durable

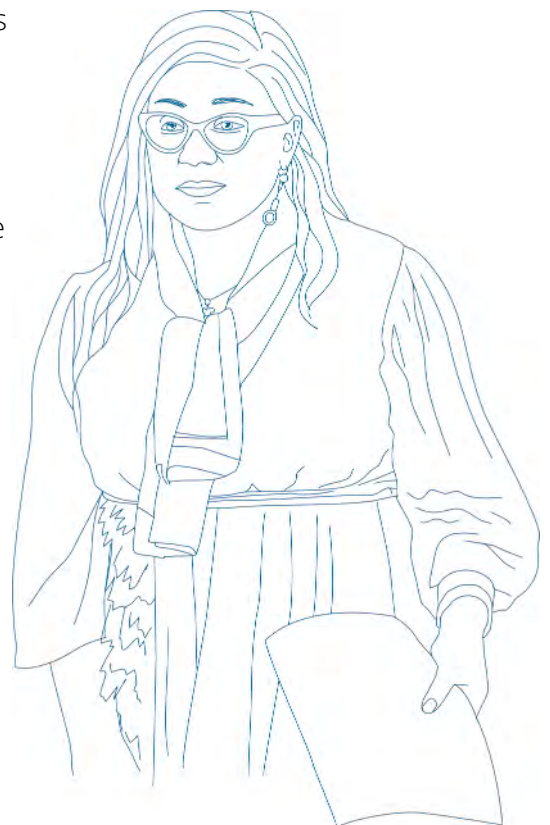
du Cameroun, décliné en trois phases successives (FEDACAM I, II et III), a permis de fournir l'électricité à près de 600 000 personnes, d'éclairer des espaces publics, d'alimenter la distribution de l'eau et créer en parallèle des activités génératrices de revenu autour de l'électricité. Ces programmes ont renforcé les capacités des femmes élues à promouvoir des solutions énergétiques adaptées aux territoires et à intégrer la dimension genre dans les politiques locales de l'énergie.

Notre approche en réseau, première du genre, constitue le moteur d'une dynamique qui intègre harmonieusement les enjeux de genre et d'énergie. En mutualisant nos expériences et en portant une voix collective, les femmes élues gagnent en visibilité et en crédibilité auprès des partenaires techniques et institutionnels. Cette alliance renforce notre capacité à influencer les décisions, à

mobiliser des ressources et à défendre des projets énergétiques durables au bénéfice des communautés, notamment des femmes et des populations rurales.

Pour le REFELA-CAM, l'énergie n'est pas seulement une question technique, elle est un enjeu d'égalité, d'autonomisation et de justice sociale. En s'engageant collectivement, les femmes élues locales démontrent que la transition énergétique gagne en impact lorsqu'elle est pensée et portée au plus près des territoires.

MARIE ANGÈLE MEYANGA NOAH,
PRÉSIDENTE REFELA CAM
ET MAIRE DE LA COMMUNE D'AFANLOUM AU CAMEROUN



Actualité Pays Cambodge

Mise à jour de la politique sectorielle



Cuisson propre

En 2025, le Cambodge a révisé sa Contribution déterminée au niveau national (NDC 3.0), en intégrant plus explicitement la question de la cuisson propre dans ses priorités climatiques et énergétiques. Un accent particulier est mis sur le e-cooking, considéré comme un débouché à l'augmentation de la production électrique. [Pour en savoir plus](#)

Mobilité électrique

Dans le même temps, le Cambodge accélère sa transition vers des transports propres, avec 10 568 véhicules électriques immatriculés à ce jour dans tout le pays. Via la Politique nationale de développement des véhicules électriques (2024-2030), l'objectif est de déployer plus de 770 000 véhicules électriques d'ici 2030 dans le cadre de sa stratégie globale de mobilité durable. [Pour en savoir plus](#)

Retour sur la Clean Energy Week

Organisée à Phnom Penh en octobre 2025 par le PNUD et le gouvernement cambodgien, la Clean Energy Week a servi d'arène à des débats sur les engagements politiques et financiers en faveur de la transition énergétique. Deux faits marquants sont à retenir : d'une part l'annonce de la Cambodia Climate Financing Facility, un mécanisme qui ambitionne de mobiliser 350 millions de dollars d'investissements pour des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique. D'autre part, la confirmation d'objectifs énergétiques nationaux ambitieux à l'horizon 2030 : 70 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique, une amélioration de 19 % de l'efficacité énergétique et l'appui à la mobilité électrique. [Pour en savoir plus](#)

Coopération régionale

En novembre 2025, lors de la 15^e réunion de la Commission mixte bilatérale tenue à Vientiane, les gouvernements cambodgien et lao ont profité de cette rencontre à vocation généraliste pour renforcer leur coopération en matière d'énergie. Au cœur de la discussion, l'approfondissement des échanges transfrontaliers d'électricité, en accroissant les importations du Cambodge en provenance du Laos de 445 MW à 6 000 MW d'ici 2030. Cette dynamique s'inscrit dans la stratégie du Laos de devenir un exportateur régional d'électricité et dans l'intérêt du Cambodge de sécuriser son approvisionnement énergétique. [Pour en savoir plus](#)

EnergyLab : Accélérateur de transition en Asie du Sud-Est

(Energy)Lab

La transition énergétique en Asie du Sud-Est est à la fois très complexe mais nécessaire. Nécessaire, car la région figure parmi les plus carbonées au monde : les énergies fossiles dominent encore largement, notamment en Indonésie, aux Philippines et en Malaisie, représentant plus de 80 % du mix énergétique. Très complexe, car elle ne relève pas seulement de décisions techniques et financières, ou d'impératifs liés à la sécurité énergétique, mais aussi de priorités économiques et industrielles propres à chaque pays, inscrites dans des logiques d'économie politique pas toujours évidentes à décrypter.

Dans ce contexte, EnergyLab Asie a d'abord choisi de commencer dans un pays, le Cambodge, pour pouvoir tester et faire évoluer un nouveau modèle d'organisation à but non lucratif, centré sur la collaboration, en acceptant que de faire avancer la transition énergétique est tellement complexe que personne ne peut y arriver seul et avec des moyens « classiques ». Nous avons au fil des années construit un modèle de travail singulier et itératif, qui nous permet de coopérer de façon directe, claire, et positive avec les décideurs du gouvernement, du secteur privé, des ambassades, agences de développement et de la société civile.

Nous nous sommes penchés sur les sujets prioritaires majeurs de la transition au Cambodge, et je vais sélectionner ici un exemple qui a contribué à nous faire connaître : le développement de la mobilité électrique. En 2019, EnergyLab a initié un forum annuel de la mobilité électrique, qui est devenu le point de convergence de multiples sessions de travail qui se déroulaient tout au long de l'année, avec le secteur privé d'abord, puis avec les agences de développement, puis avec le gouvernement.

Petit à petit, l'intérêt du grand public, des entreprises et des donateurs a pris, parallèlement à celui du gouvernement cambodgien. Le dernier exemple en date remonte à l'année dernière, avec en point d'orgue le lancement par le ministère des travaux publics et des transports de la stratégie nationale pour le développement des véhicules électriques. Nous sommes aujourd'hui en discussion avec le ministère pour appuyer des projets d'accélération afin de surmonter le dernier gros obstacle : la mise en œuvre de cette stratégie.

Notre approche est de travailler de façon ciblée et systémique en soutenant des agences gouvernementales spécifiques, en facilitant des dialogues entre des ministères avec des agendas complémentaires. Ce rôle de facilitateur neutre a été reconnu et fortement valorisé ; tout comme notre

capacité à aller très en amont et donner des éclairages stratégiques ou des analyses sectorielles ciblées et qui apportent des perspectives jugées utiles par nos partenaires, mais aussi à mettre en œuvre des programmes concrets sur le terrain qui ont bien réussi (incubateurs et accélérateurs pour des start-ups, programme de formation et d'apprentissage pour jeunes diplômés/jeunes professionnels, etc.).

EnergyLab Asie continue d'accompagner les acteurs majeurs de la transition au Cambodge. Nous avons depuis développé d'autres projets innovants. Le dernier en date met en avant le rôle des énergies renouvelables dans la compétitivité économique du Cambodge, et les opportunités d'investissement industriels qui s'y rattachent. Réussir une transition régionale nécessite aussi d'étendre notre action à d'autres pays, et d'appuyer des initiatives qui se veulent transfrontalières. C'est pourquoi nous avons initié l'année dernière l'ouverture de programmes au Laos, et la construction d'un programme régional sur le thème de l'énergie propre au service d'une économie plus décarbonée.



Site internet : [EnergyLab Asia](https://energylab.asia)

Photos © Energylab Asia





The CHILL project is led by Geres, an international NGO committed to just energy transition and climate solidarity, in collaboration with the Institute of Technology of Cambodia and Live & Learn Cambodia.

Unplanned urban growth and inefficient construction have made low- to middle-income Cambodian households highly vulnerable to heat, particularly in indoor environments. Many rely on costly, low-quality air conditioning or lack cooling entirely. Cooling accounts for 45% of Cambodia's electricity, yet low-tech, affordable passive solutions remain largely unused.

The CHILL project (2025–2027), funded by ClimateWorks Foundation, pilots building- and material-focused passive cooling measures (reflective roofing, shading, natural ventilation, insulation) to improve indoor comfort and reduce energy bills. Beyond pilot retrofits, CHILL aims to build a local market by upskilling craftsmen and MSMEs, partnering with microfinance institutions for green financing, promoting behavior change, and aligning with Cambodia's National Energy Efficiency Policy and NDCs.

CHILL is a proof-of-concept initiative, inspired by Geres' proven track record of addressing the compound challenges of climate change,

health/well-being and housing across diverse geographies: The Switch Off Air Pollution (SOAP) project in Mongolia, which established a one-stop-shop for thermal insulation and energy-efficient housing retrofits to combat urban air pollution and enhance clean heating; bioclimatic housing initiatives in Afghanistan and Tajikistan; heat adaptation and retrofitting of low-income housing in Morocco, Myanmar, Benin, and France.

Key data :

- In 2017, Cambodia's hot-humid climate and economic growth led to a 2% penetration rate of cooling equipment, with buildings accounting for over one-third of total energy consumption, and space cooling alone representing 45% of electricity usage. (ESCAP: ABRIDGED GUIDEBOOK ON PASSIVE COOLING STRATEGIES)
- Cambodia's Nationally Determined Contribution (NDC) aims for a 29.7% reduction in electricity use for buildings by 2030 under the Paris Agreement. (ESCAP: ABRIDGED GUIDEBOOK ON PASSIVE COOLING STRATEGIES)
- A 2023 analysis found that, across 77 countries, an estimated 1.2 billion people are at high risk due to a lack of access to cooling, with women making up 52 per cent of the high-risk population in rural areas and 54 per cent in urban areas (Sustainable Energy

for All [Sustainable Energy for All (2023a). Chilling Prospects: Global Access to Cooling Gaps 2023. Vienna.)

- Under the current approach to cooling, referred to as the business-as-usual (BAU) growth scenario, the installed capacity of cooling equipment globally will triple between now and 2050. This would increase emissions from such equipment to 6.1 billion tons of CO₂e per year. (UNEP, 2023: Keeping it chill: How to meet cooling demands while cutting emissions).



Site internet : [Geres - La solidarité climatique en action !](#)



Photo ©Geres

Le projet CHILL est piloté par le Geres, une ONG internationale engagée en faveur d'une transition énergétique équitable et de la solidarité climatique, en collaboration avec l'Institut de technologie du Cambodge et Live & Learn Cambodia.

La croissance urbaine non maîtrisée et les techniques constructives inefficaces sur le plan énergétique renforcent la vulnérabilité à la chaleur des ménages cambodgiens à faibles et moyens revenus. Beaucoup dépendent de climatiseurs coûteux et de mauvaise qualité, ou ne disposent d'aucun système de rafraîchissement. Le rafraîchissement représente 45 % de la consommation d'électricité du Cambodge, mais les solutions passives, peu coûteuses et frugales, restent largement méconnues. Le projet CHILL (2025-2027),

financé par la Fondation ClimateWorks, teste des mesures de rafraîchissement passif axées sur les bâtiments et les matériaux (toitures réfléchissantes, ombrage, ventilation naturelle, isolation) afin d'améliorer le confort thermique intérieur et de réduire les factures énergétiques. Au-delà des rénovations pilotes, CHILL vise à créer un marché local en améliorant les compétences des artisans et des PME, en s'associant à des institutions de microfinance pour le financement vert, en encourageant les changements de comportement et en s'alignant sur la politique nationale d'efficacité énergétique et les CDN du Cambodge.

CHILL est une initiative pilote, inspirée par les résultats probants obtenus par le Geres dans la lutte contre les défis

complexes liés au changement climatique, à la santé/au bien-être et au logement dans diverses géographies : Le projet Switch Off Air Pollution (SOAP) en Mongolie, qui a mis en place un guichet unique pour l'isolation thermique et la rénovation énergétique des logements afin de lutter contre la pollution atmosphérique urbaine et d'améliorer le chauffage propre ; les initiatives de logements bioclimatiques en Afghanistan et au Tadjikistan ; l'adaptation à la chaleur et la rénovation des logements abordables au Maroc, Myanmar, au Bénin et en France.

Données clés :

- En 2017, le climat chaud et humide du Cambodge et la croissance économique ont conduit à un taux de pénétration des équipements de rafraîchissement de 2 %, les bâtiments représentant

plus d'un tiers de la consommation totale d'énergie et le refroidissement des locaux représentant à lui seul 45 % de la consommation d'électricité. (ESCAP : GUIDE ABRÉGÉ SUR LES STRATÉGIES DE REFROIDISSEMENT PASSIF)

- La contribution déterminée au niveau national (CDN) du Cambodge vise une réduction de 29,7 % de la consommation d'électricité des bâtiments d'ici 2030, conformément à l'accord de Paris. (ESCAP : GUIDE ABRÉGÉ SUR LES STRATÉGIES DE REFROIDISSEMENT PASSIF)

- Une analyse réalisée en 2023 a révélé que, dans 77 pays, environ 1,2 milliard de personnes sont exposées à un risque élevé en raison d'un manque d'accès à la climatisation, les femmes représentant 52 % de la population à haut risque dans les zones rurales et 54 % dans les zones urbaines (Sustainable Energy for All [Sustainable Energy for All (2023a). Chilling Prospects: Global Access to Cooling Gaps 2023. Vienne.)

- Selon l'approche actuelle en matière de rafraîchissement, appelée scénario de croissance « business as usual », la capacité installée des équipements de rafraîchissement dans le monde triplera d'ici 2050. Cela entraînerait une augmentation des émissions de ces équipements à 6,1 milliards de tonnes de CO₂e par an. (PNUE, 2023 : Keeping it chill: How to meet cooling demands while cutting emissions)



Site internet : [**Geres - La solidarité climatique en action !**](#)



Actualité Pays Sénégal

Actualité sectorielle



En 2025, le Sénégal a publié plusieurs cadres stratégiques majeurs définissant les priorités du secteur de l'énergie pour les années à venir.

Dans le cadre de l'initiative internationale Mission 300, le pays a adopté un Pacte national pour l'énergie. Celui-ci fixe des objectifs structurants, parmi lesquels l'atteinte de l'accès universel à l'électricité d'ici 2029, le développement des énergies renouvelables à hauteur de 40 % du mix électrique à l'horizon 2030, ainsi que le renforcement de la résilience du système électrique. Cette dernière passe notamment par l'intégration de solutions de stockage d'énergie et la modernisation du réseau via des projets de smart grids. Le pacte met également l'accent sur la stratégie « Gas-to-Power », visant à valoriser les ressources gazières nationales pour soutenir la production électrique.

Ces orientations répondent à des enjeux clés pour le pays, au premier rang desquels la réduction de la dépendance aux importations de combustibles fossiles et la baisse du coût de l'électricité, dans un contexte de forte croissance de la demande.

En parallèle, la Lettre de politique de développement du secteur de l'énergie et des mines 2025–2029 (LPDSE) vient préciser la trajectoire du secteur. Alignée sur la Vision Sénégal 2050 et la Stratégie nationale de développement 2025–2029, elle réaffirme le rôle central de l'énergie dans le développement économique et social du pays, tout en insistant sur les enjeux de gouvernance, de durabilité et d'attractivité pour les investissements.

Dans le même temps, les autorités travaillent à l'élaboration d'une stratégie d'achèvement de l'accès universel à l'énergie, qui viendra compléter ce dispositif et préciser les modalités opérationnelles pour atteindre cet objectif à l'échelle nationale.

Enfin, la période 2025–2026 est également marquée par une évolution majeure : l'entrée du Sénégal dans le cercle des pays producteurs de gaz. Cette nouvelle donne ouvre des perspectives importantes en matière de souveraineté énergétique, tout en posant la question de l'articulation entre exploitation des ressources fossiles et transition énergétique.



Atelier de concertation du Réseau Cicle à Dakar, Février 2026. © Réseau Cicle

Retour sur la mission du Réseau Cicle à Dakar

Du 2 au 13 février 2026, le Réseau Cicle s'est rendu au Sénégal dans le cadre de ses activités d'animation d'espaces de concertation avec ses partenaires. Cette mission a notamment été marquée par la visite du projet « École du futur » à Ndoulo de l'association Diaspora Action Sénégal, qui a permis de tester un nouvel outil de suivi-évaluation actuellement en cours de développement par le réseau.

Au programme également : une dizaine de rencontres avec des acteurs institutionnels et partenaires du secteur de l'énergie, témoignant du dynamisme et de la diversité des liens entretenus par le réseau.

Temps fort de la mission, un atelier de concertation coorganisé avec la Direction du Développement des Énergies Renouvelables du Ministère de l'Énergie, du Pétrole et des Mines (MEPM) s'est tenu le 12 février à Dakar. Il a réuni une quarantaine de participant·e·s, dont plusieurs directions du MEPM, l'Agence Nationale des Énergies Renouvelables, l'Agence pour l'Économie et la Maîtrise de l'Énergie, le service de coopération et d'action culturelle (SCAC) de l'Ambassade de France et l'Agence française de développement (AFD). L'objectif général de cette rencontre était de créer un cadre de concertation facilitant l'ancrage des actions de coopération internationale dans les nouvelles orientations du secteur de l'énergie au Sénégal.

Les échanges ont mis en lumière un besoin partagé de renforcer la coordination et la lisibilité des actions menées, dans un contexte où les projets se multiplient. Ils ont également souligné l'importance de mieux relier les initiatives de terrain, la recherche et les processus de décision publique, afin de faciliter le passage à l'échelle des solutions.

Enfin, la mission a confirmé plusieurs priorités pour le Réseau Cicle : consolider les outils de connaissance et de suivi (base de données des projets, analyses, fiche pays, grille de suivi-évaluation) et poursuivre les efforts de mise en réseau entre acteurs institutionnels, techniques, académiques et de la société civile.

ADEME : Journée de l'Habitat 2025 : un engagement réaffirmé pour la construction durable

Dans le cadre du programme SénABBBaC d'intégration de l'approche environnementale dans les projets d'aménagement et de construction de bâtiments bioclimatiques et bas carbone au Sénégal, deux événements ont été organisés à Dakar entre le 20 et le 25 octobre 2025. La semaine placée sous l'égide du Ministère de l'Urbanisme, des Collectivités territoriales et de l'Aménagement des Territoires sénégalais (MUCTAT) était organisée conjointement par l'ADEME et ONU Habitat.

SénABBBaC est un programme porté par l'ADEME et financé par le Ministère de la Transition Écologique, en lien avec l'Alliance mondiale pour le bâtiment et la construction (Global ABC) et le Programme international d'efficacité énergétique dans les bâtiments (PEEB).

Lors de la Journée de l'Habitat, aussi ouverture de l'évènement, l'État sénégalais a affirmé son engagement en faveur de la construction durable, via notamment le Programme national d'accès au logement et de renouveau urbain (PNALRU), et dans un contexte d'urgence climatique.

Moussa Bala Fofana, ministre de l'urbanisme, des collectivités territoriales et de l'aménagement des territoires, s'est particulièrement impliqué dans les débats, centrés sur les défis et freins à la construction durable dans une perspective de mise en œuvre du PNALRU. Les échanges se sont poursuivis autour des retours d'expériences de projets réalisés au Sénégal et aussi en Mauritanie, notamment TyCCAO et SénABBBaC, portés par l'ADEME. En

conclusion, les questions cruciales sur lesquelles l'ensemble des acteurs s'accorde en vue d'un passage à l'échelle concernent les capacités techniques et industrielles, les normes et la réglementation, le financement et les assurances, et enfin les préjugés sociaux et l'acceptabilité.



Jappalé Occitanie/Sénégal : Construction d'une école maternelle au centre CIEL de Khombole

Avant la mise en œuvre du projet, l'école maternelle était installée dans un abri provisoire situé au sein du Centre d'Information, d'Insertion, d'Éducation et de Loisirs (CIEL) « Mbganik Mboup », dont l'état menaçait de provoquer un effondrement.

La construction de la nouvelle école maternelle, réalisée dans le quartier de Guinaaw Raay à Khombolé entre 2021 et 2024, s'inscrit dans une démarche d'amélioration des conditions d'éducation et d'encadrement des enfants de moins de six ans, portée

par l'association Jappalé Occitanie/Sénégal. Elle se distingue par une approche écologique, reposant sur la conception de trois cases-classes bioclimatiques adaptées aux conditions de sécheresse du climat subsahélien.

Ces structures ont été conçues selon un éco-concept issu d'un diagnostic visant à améliorer l'isolation thermique par des mesures compatibles avec la présence des enfants. Elles résultent également d'une collaboration technique entre deux écoles d'ingénieurs :

l'école polytechnique de Thiès et l'EPF Engineering School à Montpellier. Le projet intègre notamment la récupération des eaux de toiture, l'utilisation de briques compressées stabilisées à base de terre et de typha fournies par l'entreprise SOFAMAC, ainsi qu'une toiture en chaume sur charpente en bois tropical, sur laquelle sont installés des panneaux solaires. Le toit est également isolé grâce à une combinaison de deux plantes, le ronier et le typha, formant un matériau appelé « boudin ».



ADSCAL : Éco-construction de logements sociaux à Agnam Lidoube

ADSCAL (Association pour le Développement Socioculturel d'Agnam Lidoubé) développe des projets dans le village d'Agnam Lidoube (Région de Matam, situé en zone sahélienne) sur les secteurs de l'agriculture, l'éducation, la santé, le logement.

Depuis 2022, ADSCAL réalise le projet « Eco-village » visant à construire, pour des foyers démunis, des logements décents et adaptés au climat selon la technique de construction en terre crue en voûte nubienne. 29 logements ont été réalisés en 3 ans et 4 sont en chantier avec un objectif final souhaité de 60.

Les chantiers-écoles impliquent une dizaine de jeunes du village dans une formation à la construction écologique en terre. Aujourd'hui, ils ont acquis les compétences de maçons confirmés. Un chantier de la 4e phase en cours leur a été confié par l'entrepreneur titulaire du marché.

Ce projet est soutenu par des partenaires internationaux dont la Fondation pour le Logement des défavorisés, la Guilde Européenne du Raid, l'association Les Amis d'Agnam, Yvelines Coopération Internationale & Développement, la Fondation Bardon et l'architecte

VIVARCHI pour son expertise technique.

L'objectif des sessions à venir est la formation des jeunes dans le Centre de Formation Professionnelle local, en alternance avec les chantiers des nouveaux logements sociaux au cours des 5e et 6e phases. C'est pourquoi, nous invitons de futurs partenaires à s'engager dans ce magnifique projet.



Pour en savoir plus, découvrez le reportage de France 24 sur Youtube : <https://youtu.be/PI9zpcDzpXU?si=XJLhVVBK6WosLDA>



Voûte nubienne en construction. © ADSCAL



Le Togo rejoint officiellement l'initiative « Mission 300 »

Le Togo a officiellement adhéré à l'initiative continentale « Mission 300 », qui ambitionne de connecter 300 millions d'Africains à une électricité fiable d'ici 2030. Dans ce cadre, le pays a présenté en septembre 2025 sa feuille de route intitulée Pacte National de l'Énergie, définissant les priorités et engagements du secteur à l'horizon 2030.

La stratégie s'articule autour de quatre objectifs majeurs :

- Atteindre 100 % d'accès à l'électricité d'ici 2030 ;
- Porter à 80 % la couverture en solutions de cuisson propre ;
- Élever à au moins 50 % la part des énergies renouvelables dans le mix électrique ;
- Créer un environnement favorable à une participation accrue du secteur privé.

La mise en œuvre de cette ambition nécessite la mobilisation d'environ 3 milliards de dollars US, dont près de 56 % devraient provenir du secteur privé, traduisant une volonté claire d'appuyer la transition énergétique sur des partenariats public-privé renforcés.

Le Pacte repose sur cinq piliers stratégiques :

- La réhabilitation et l'extension des infrastructures énergétiques ;
- L'accélération du déploiement des énergies renouvelables décentralisées et des solutions de cuisson propre ;
- Le renforcement de l'intégration énergétique régionale ;
- La mobilisation du secteur privé à travers des réformes structurelles et des

instruments financiers innovants ;

- L'amélioration de la viabilité financière et de l'efficacité opérationnelle du secteur.

Par cette feuille de route, le Togo affirme son positionnement comme acteur engagé de la transition énergétique en Afrique de l'Ouest, en misant sur une combinaison d'investissements structurants, de réformes et de partenariats stratégiques. [En savoir plus](#)

Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest : le Togo actualise son cadre juridique et fiscal

Dans le cadre de son engagement en faveur de la coopération énergétique sous-régionale, le Togo a adopté à l'unanimité le projet de loi modifiant la loi n°2004-002 du 15 décembre 2004 relative au régime juridique et fiscal harmonisé applicable

au projet du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest en République togolaise.

Infrastructure stratégique pour l'approvisionnement énergétique régional, le Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest a été envisagé dès 1982 par les États membres

de la CEDEAO et est opérationnel depuis 2008. Long de près de 670 km, il transporte le gaz naturel principalement destiné à la production d'électricité depuis Itoki, au Nigeria, jusqu'à Tema, au Ghana, en traversant le Bénin et le Togo.

La révision législative vise à moderniser et à harmoniser le dispositif existant. Elle prévoit notamment :

- la prorogation de la période d'exemption fiscale accordée à la West African Gas Pipeline Company (WAPCo), société exploitante du gazoduc ;
- l'ajustement du taux d'imposition afin d'assurer une cohérence avec les

pratiques en vigueur dans les autres États parties ;

- le renforcement du rôle de l'Autorité du Gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (AGAO), à laquelle est confiée la supervision des nouveaux chargeurs.

Cette réforme consolide le cadre réglementaire du projet et confirme la volonté du Togo de renforcer l'intégration énergétique

régionale, tout en sécurisant les conditions d'exploitation et d'investissement liées à cette infrastructure majeure. [En savoir plus](#)

Togo : réformes nationales et positionnement stratégique dans le secteur nucléaire

Élection au Conseil des Gouverneurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

En septembre 2025, le Togo a été élu au Conseil des Gouverneurs de l'AIEA pour un mandat de deux ans. Cette élection marque une étape importante dans le positionnement du pays sur les questions nucléaires civiles. Les autorités togolaises y voient à la fois une reconnaissance des réformes engagées et une opportunité de faire de la coopération nucléaire un levier concret de développement durable.

Structuration du cadre institutionnel

Plusieurs réformes structurantes ont été engagées afin de doter le pays d'un cadre institutionnel adapté :

- La création de l'Autorité Nationale de Sûreté et de Sécurité Nucléaire (ANSSN), chargée de la régulation et du contrôle des activités nucléaires sur le territoire ;
- La mise en place de la Togolese Atomic Energy Commission (TAEC), pour promouvoir les applications pacifiques des technologies nucléaires, notamment dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'énergie.
- Dans la perspective de diversification du mix énergétique, un accord a également été conclu avec la société Nano Nuclear Energy en vue d'explorer le développement de microréacteurs nucléaires pour la production d'électricité.

Coopération Togo – AIEA

En février 2026, le Togo a signé avec l'AIEA un accord couvrant la période 2026-2031, portant sur l'utilisation pacifique des technologies nucléaires au service des priorités nationales de développement. Cette coopération vise principalement le secteur de l'énergie, la santé et la sécurité alimentaire.

Cet accord s'inscrit dans une dynamique engagée ces dernières années par le Togo pour accélérer l'innovation, renforcer ses capacités scientifiques et consolider les bases d'un développement durable fondé sur la technologie et la coopération internationale.

[En savoir plus](#)

ESF : L'énergie comme levier de productivité agricole



Essentielle dans la satisfaction des besoins alimentaires et pour l'emploi, l'agriculture en Afrique de l'Ouest est souvent caractérisée par une très faible productivité et une dépendance importante à l'irrigation pluviale. Or le changement climatique rend la pluviométrie de plus en plus aléatoire. Cette situation affecte particulièrement l'activité maraîchère et notamment les petits maraîchers qui n'ont pas les moyens de s'équiper en solutions d'irrigation moderne. Ils et elles sont contraints de puiser l'eau manuellement, limitant leur productivité et occasionnant une pénibilité du travail importante. Il est estimé que « sans investissement substantiel dans le domaine de l'irrigation, la part de la population en risque de famine en Afrique pourrait augmenter de 5% d'ici à 2030 et 12% d'ici à 2050 en raison du changement climatique.

Afin de répondre à ces défis, Electriciens sans frontières a conçu la Solution d'irrigation solaire **améliorée** « **SISAM** », issue du retour d'expérience de plus de 15 ans de déploiement de petites pompes solaires pour faciliter l'irrigation dans la sous-région.

SISAM est un système d'irrigation solaire accessible aux petits maraîchers. Concrètement c'est :

- Une technologie optimisée : Une pompe solaire adaptée à la source d'eau et aux petites surfaces, capable de fournir jusqu'à 15 m³ d'eau par jour ensoleillé.
- Une solution financièrement accessible : Location-vente sur 3 ans, avec 60 % du coût subventionné et le reste de 250 000 F CFA (≈380 €) pour le maraîcher.
- Un système de maintenance et dépannage garanti, assuré par des entreprises locales pendant 4 ans.

Le projet de déploiement se poursuit au Togo dans deux régions :

- 150 pompes ont été installées dans la région des Savanes, en partenariat avec la JARC (Jeunes Adultes et Ruraux Catholiques, fédération de groupements paysans déjà impliquée dans le projet pilote). La location-vente de la solution est mise en œuvre par Bboxx EDF.
- 150 pompes ont été installées dans la région des Plateaux, en partenariat avec ODIAE (Organisation pour le Développement et l'Incitation à l'Auto Emploi). La location-vente de la solution est mise en œuvre par Dargatech Togo.

Cette solution innovante contribue à accroître la productivité et les revenus des maraîchers vulnérables tout en réduisant la pénibilité de leur travail. [En savoir plus](#)

Partenaires financiers :

France 



Photo (haut) : Aspersions avec la canne livrée par Dargatech © ESF

Photo (milieu) : Nettoyage du panneau solaire © ESF

Photo (bas) : SISAM © ESF



JVE : Vers des Communautés « Sans Fumée » : L'engagement de l'ONG JVE pour une cuisson saine et durable



Depuis sa création en 2001, [Jeunes Volontaires pour l'Environnement \(JVE\)](#) s'est affirmée comme une ONG panafricaine, animée par une jeunesse engagée dans la protection de l'environnement. JVE est aujourd'hui, présente dans 28 pays africains.



- **Un nouveau modèle : certification des communautés « sans fumée »**

Dans le cadre de ses actions pour la cuisson propre, JVE a développé le concept de **certification des communautés « sans fumée »** un modèle d'intervention communautaire qui valorise la transition collective vers des foyers améliorés et des pratiques de cuisson plus saines. L'idée centrale est de **mobiliser et d'accompagner par vagues des groupes de ménages (au moins 100 ménages) à adopter des technologies améliorées de cuisson**, conçues pour **réduire la fumée intérieure, l'exposition aux polluants et la dépendance à la biomasse traditionnelle**.

Cette démarche s'inscrit dans une logique **communautaire et participative** : les ménages ne sont pas simplement équipés, mais deviennent acteurs de changement.

Le processus d'atteinte du statut de « village sans fumée » repose sur un diagnostic participatif, suivi d'activités de sensibilisation sur les impacts sanitaires et environnementaux de la fumée domestique. Les communautés sont activement impliquées à travers la formation d'artisans locaux, l'engagement des groupements de femmes et la mise en place d'un comité villageois de suivi. La certification est accordée lorsque la majorité des ménages (plus de 80%) adopte durablement les foyers améliorés et abandonne les foyers traditionnels à bois. JVE a actuellement déclaré **06 communautés** sans fumée au Togo.

- **Une opportunité à explorer**

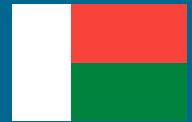
L'intégration des crédits carbone dans les projets de communautés sans fumée permettrait non seulement de **valoriser financièrement les impacts climatiques**, mais aussi de renforcer la résilience des communautés et la durabilité économique des interventions. JVE travaille dans cette démarche.

- **Perspectives**

La réussite de ces approches ouvre la voie à une **réplication à plus grande échelle**, JVE a soumis au gouvernement togolais un projet de plaidoyer pour la mise en œuvre d'un programme national de promotion de **200 villages sans fumées** dénommé **DOZO** qui veut dire « allumer le feu » en la langue Ewé (l'une des langues nationales au Togo). [En savoir plus](#)

Photo : © JVE

Actualité Pays Madagascar



Célébration des 20 ans de l'ADER : deux décennies d'engagement pour l'électrification rurale



L'Agence de Développement de l'Électrification Rurale (ADER) a célébré ce 12 décembre 2025 son 20^e anniversaire. En 2004, l'agence d'électrification rurale malgache a été créée au moment où le taux d'accès à l'électricité en milieu rural était inférieur à 2%. Son mandat est de

coordonner l'alignement du secteur privé des investissements hors réseau et des solutions solaires autonomes ainsi qu'octroyer les concessions et autorisations.

Ainsi via une approche territorialisée des projets et un système d'appel à projet géographique structuré, l'ADER a accompagné la mise en place de projets

permettant en 2025 d'électrifier 613 villages, et d'atteindre une puissance totale installée de 22,6 MW, majoritairement issue de centrales solaires et hydroélectriques. 20 ans plus tard, le taux d'accès en milieu rural atteint désormais 18 %, avec 27 opérateurs actifs à travers le pays.

Pour en savoir plus : [ADER | Agence de Développement](#)

Mise à jour de la politique sectorielle

Le pacte Énergétique National adopté en 2025 ambitionne d'atteindre d'ici 2030 80% d'accès à l'électricité et 50% d'accès à des technologies de cuisson propre. Or, pour atteindre ces objectifs, le MESUPRES s'attèlent à mettre la recherche

scientifique au service des besoins de la population. Dans cette optique, une délégation de chercheurs dirigée par le nouveau Directeur général de la recherche scientifique Arsène Ratsimbaoa appuie le MEH dans l'élaboration de stratégie nationale

d'électrification avec des groupes thématiques de chercheurs (solaire, hydroélectricité, nucléaire, etc.). À noter qu'une démarche similaire est en cours dans le secteur de l'eau et l'assainissement.

Coopérations sud-sud

Une délégation comorienne s'est rendue à Madagascar dans le cadre d'un échange d'expériences en matière de mini-réseaux électriques, afin

d'échanger sur les aspects techniques, de cadre réglementaire la résilience des infrastructures face aux aléas climatiques, les enjeux

liés à l'insularité etc. L'occasion de mettre en pratique une dynamique de coopération régionale en matière d'énergie. [En savoir plus](#)

Mission du Réseau Cicle à Madagascar

Madagascar est un pays dit « focus » des activités du Réseau Cicle, tant les dynamiques et demandes d'animation dans le secteur de l'énergie y sont nourries. C'est pourquoi une mission

de terrain fut menée sur l'île du 13 mars au 9 avril 2026. Outre la rencontre des partenaires institutionnels du secteur de l'énergie (MEH, ADER, METFP, JIRAMA), cette mission a permis de

consolider les relations avec les ONG, chercheurs, organisations internationales et entreprises de l'énergie présents sur la grande île.

Organisation de temps d'échanges

- Atelier sur la formation professionnelle et l'employabilité des jeunes dans le secteur de l'énergie à Madagascar.

L'objectif de cet atelier était d'identifier les forces et les faiblesses de l'offre de formation dans le secteur de l'énergie à Madagascar, (avec une attention particulière pour l'insertion des jeunes et des femmes), faire remonter les besoins des porteurs de

projets et entrepreneurs du secteur, et enfin discuter de l'appui pouvant être apporté par les institutions nationales et ONG internationales. Pour plus d'informations, se référer au [compte rendu détaillé](#).

- Atelier sur la mise en place de services d'eau et d'électricité pour les établissements scolaires et centres de santé (co-organisé avec l'ONG Ran'eau)

Composé d'une visite de terrain et d'une matinée de travail, cet atelier sur deux jours a permis de travailler sur les aspects à prendre en compte pour la mise en place de projets croisés eau x électricité : les enjeux économiques et financiers, la dimension institutionnelle et la gouvernance, et les aspects techniques. Pour plus d'informations, se référer au [compte rendu détaillé](#).

Visites de terrain

Au cours d'un séjour dans l'extrême Nord de Madagascar en région Diana, le Réseau Cicle a eu l'opportunité de visiter trois modèles projets d'électrification rurale : le Réseau d'Energie Villageoises de Mangaoka (mini-réseau au service des usages productifs de l'électricité), les nano-réseaux d'Andrafiabe et Anketrakabe gérés par l'entreprise Nanoé, et le projet d'électrification d'Ampasindava initié par Experts Solidaires et désormais géré par ANKA.

L'objectif principal de la visite était de tester la grille d'appréhension de la qualité des projets d'accès à l'électricité en mettant en pratique les questionnaires. Les volets suivants constituaient la grille : conception et adéquation du service électrique, gouvernance et participation, exploitation, maintenance et

sécurité, effets et impacts. Il ne s'agissait pas tant de collecter les réponses que de tester la compréhension des questions par les enquêtés, leur formulation, leur pertinence, etc. Ainsi les quatre types de questionnaires ont pu être testés : autorité (chef du fokontany), infrastructure communautaire (centre de santé de base), gestionnaire (ANKA et Nanoé), et des ménages ayant développé des AGR suite au raccordement.

Cette mission à Madagascar a consolidé l'ancrage du Réseau Cicle dans l'écosystème des acteurs de l'énergie sur l'île (entreprises, ONG, institutions, autorités de régulation, monde académique et secteur de la recherche) et de la coopération décentralisée. Ce déplacement et l'animation d'ateliers/réunions in situ ont à la fois renforcé les

liens avec les partenaires du Réseau, mais aussi facilité le nouage de nouveaux contacts. Ce sont ainsi une centaine d'acteur-ice-s qui composent désormais le groupe pays Madagascar du Réseau Cicle.

À l'aune de cette mission, le Réseau Cicle continuera d'organiser des temps d'échanges thématiques à Antananarivo, en région ou en visio-conférence afin de faciliter la mise en réseau et les échanges entre secteur privé, acteurs institutionnels, techniques, académiques et de la société civile.

Une réunion du groupe pays Madagascar est prévue au quatrième trimestre 2026.

Pour en savoir plus et/ou demander à rejoindre le groupe pays Madagascar : corentin.oudot@reseau-cicle.org

Expert solidaires : Les Réseaux d'Énergie Villageoise (REV) : du kilowatt à la transformation territoriale



Et si le kilowatt n'était plus une finalité, mais un point de départ ? Les Réseaux d'Énergie Villageoise (REV) incarnent cette idée : l'électricité, pensée à l'échelle locale, devient le catalyseur d'une transformation territoriale durable. Portée par l'ONG Experts-Solidaires, l'initiative est mise en œuvre en collaboration étroite depuis plusieurs années avec un réseau de partenaires engagés : le bureau d'études Manofy, l'entreprise sociale Vahatra Center et la Jeune Chambre Internationale d'Antsiranana.

Dans cinq communes rurales de la région DIANA, où le faible taux d'accès à l'électricité freine le développement économique et social, les REV proposent des espaces électrifiés structurants, au sein desquels peuvent émerger et se consolider des activités entrepreneuriales.

Au-delà des câbles et des compteurs, les REV fédèrent habitants, artisans et élus locaux au sein d'écosystèmes solidaires. L'énergie ne se contente pas d'éclairer : elle irrigue l'économie réelle en stimulant l'entrepreneuriat de proximité et en soutenant la transformation agricole. À plus long terme, ils offrent la possibilité d'étendre des réseaux de distribution dans les communes et de raccorder des ménages selon les besoins.

Une gouvernance innovante et partagée

L'une des particularités du modèle REV réside dans sa gouvernance en partenariat public-privé, permettant de redonner aux communautés le pouvoir de décider de leur destin énergétique.

Les communes sont propriétaires des infrastructures, perçoivent des redevances et sont formées à la maîtrise d'ouvrage. L'exploitation technique et la gestion des entrepreneurs sont assurées, dans le cadre d'une délégation de service public, par des gestionnaires-investisseurs privés (Ny Ravo, 2ADH, Lovavelu, Anka), accompagnés pour devenir de véritables acteurs du développement local. L'ADER (Agence de Développement de l'Électrification Rurale) agit comme partenaire institutionnel pour garantir le respect des normes et la cohérence tarifaire.

L'objectif est de renforcer les capacités des acteurs locaux, afin qu'ils deviennent les moteurs de la diffusion et de la réplication de ces modèles dans d'autres territoires.



Atelier de transformation du cacao
© Experts solidaires

Énergie et transformation agricole : un levier pour soutenir l'ensemble des filières

Dans le cadre des projets D-REV (Développement des REV) et PRAEA (Projet de Renforcement des Activités Economiques d'Antranokarany) et en s'appuyant sur les potentialités des territoires, les REV accompagnent également la mise en place d'ateliers de transformation destinés à valoriser les productions agricoles locales et à renforcer les revenus des producteurs.

L'accès à une énergie fiable permet de réduire les pertes post-récolte et d'augmenter la valeur ajoutée captée localement. Se développent ainsi sur les différents sites des ateliers de transformation de fruits en farines et chips, d'oléagineux (cajou, arachide) en beurres et huiles, et de cacao en chocolat. Malgré leurs potentiels, ces ateliers doivent encore consolider leurs circuits d'approvisionnement et renforcer la coordination entre producteurs et transformateurs. Le rôle des REV dépasse ainsi la fourniture d'électricité : il inclut l'accompagnement et la structuration de l'ensemble des filières agricoles, depuis la production jusqu'à l'accès au marché.

Site internet : [Réseau d'experts engagés pour la solidarité internationale](#)

FabLab EnR-out : un atelier mobile pour accélérer les talents des énergies renouvelables à Madagascar



À Madagascar, seulement 36 % de la population a accès à l'électricité, dont 7 % en milieu rural. Pourtant, de nombreux jeunes diplômés en énergies renouvelables peinent à trouver leur place faute de pratique et de réseaux. C'est pour combler ce fossé qu'est né FabLab EnR-out, un atelier mobile pas comme les autres.

FabLab EnR-out est un atelier mobile pour le renforcement des capacités des jeunes Malgaches dans le domaine des énergies renouvelables, avec une attention particulière portée à l'inclusion des femmes. Plus qu'un simple nom, EnR-out – « en route », inspiré du camion de l'émission « C'est pas sorcier » – incarne une vision : aller à la rencontre des professionnels, rapprocher la théorie de la pratique, et bâtir un pont solide entre le monde académique et le monde professionnel.

Lauréat du Just Energy Transition Grant 2025, soutenu par Impulsouth, la Fondation Avina, l'Université des Nations Unies et le CRDI Canada, ce projet entend répondre à un double défi : le manque de mise en pratique dans les formations et la sous-représentation des femmes dans les métiers techniques.

Sur trois ans, l'objectif est ambitieux : accompagner 600 jeunes, développer 30 solutions innovantes, aider 10 projets à accéder au marché, et déboucher sur un emploi direct pour 300 bénéficiaires. Sans oublier la sensibilisation de plus de 3 000 personnes aux enjeux énergétiques. Pour y parvenir, FabLab EnR-out s'appuie sur cinq piliers : masterclass pratiques, webinaires, ateliers de prototypage, un forum dédié, et un volet spécifiquement tourné vers les femmes.

Girl Power : la science se conjugue aussi au féminin

C'est sans doute le volet le plus prometteur. Aujourd'hui, les femmes ne représentent que 35 % des diplômés en STEM dans le monde, selon l'UNESCO. À Madagascar, comme ailleurs, leur place dans les métiers techniques des énergies renouvelables reste un défi.

Le volet « Girl Power » veut inverser la tendance. Ateliers participatifs, mentorat assuré par des rôles modèles : il s'agit de créer un espace où les talents féminins se révèlent et se renforcent mutuellement. L'idée est simple : une transition énergétique durable ne peut se faire sans elles.



Atelier de formation © FabLab EnR-out

Rendez-vous en avril 2026

Le Forum des Énergies Solaires, prévu en avril 2026, marquera le temps fort de cette première cohorte. Ce sera l'occasion de mettre en lumière ces talents féminins, de présenter les résultats concrets du projet pilote, et de favoriser les rencontres avec entreprises, investisseurs et institutions à travers un job dating. Un moment clé pour structurer un écosystème où innovation rime enfin avec inclusion.

Source :

<https://www.afdb.org/en/mission-300-africa-energy-summit/accelerating-africas-energy-transition/madagascar-energy-factsheet>

<https://highereducationplus.com/unesco-women-still-underrepresented-in-stem-and-tech-careers-despite-global-policy-push/>

Pour en savoir plus : [Fablab EnR-out](#)



La transition numérique et énergétique engagée à Madagascar transforme profondément le territoire. Mais chaque équipement déployé aujourd'hui deviendra un déchet demain. Face à l'augmentation continue des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE), le pays se trouve à un tournant stratégique : laisser s'installer une pollution diffuse ou structurer une filière nationale créatrice de valeur, d'emplois et de souveraineté économique.

[Vohitra Environnement | Accueil](#)

Déchets électroniques : la transition numérique impose une décision publique

À Madagascar, l'accès à l'énergie et au numérique progresse rapidement. Le programme Digital and Energy Connectivity for Inclusion in Madagascar (DECIM) en est l'illustration : connecter, équiper et moderniser le territoire.

Mais toute transition technologique produit une matérialité souvent ignorée : ses déchets.

Ordinateurs, panneaux solaires, batteries, équipements télécoms et électroménagers deviennent inévitablement des Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques (DEEE).

Sans organisation publique adaptée, ces déchets ne disparaissent pas : ils circulent dans l'économie informelle.

Ils sont alors brûlés, démontés sans protection ou abandonnés, entraînant :

- pollution durable des sols ;
- contamination de l'eau ;
- exposition des populations à des métaux toxiques ;
- perte de ressources stratégiques ;

La question n'est donc plus environnementale uniquement. Elle devient industrielle, sanitaire et économique.

Une filière existe déjà — mais sans cadre

Depuis près de vingt ans, l'opérateur local Vohitra Environnement, expérimente une gestion structurée des DEEE : collecte, démantèlement sécurisé, gestion des fractions dangereuses et mise en valorisation des matières.

Le constat est clair :

Les volumes traités augmentent de plus de 20 m³ supplémentaires chaque année depuis quatre ans. Autrement dit, la demande existe. Ce qui manque n'est pas la technique, mais l'organisation nationale.

Sans cadre réglementaire, la filière formelle reste en concurrence avec l'informel — structurellement moins coûteux car socialement et environnementalement externalisé. Ainsi, le Réseau Cicle a initié en lien étroit avec plusieurs porteurs de projets membres du Réseau et les institutions compétentes afin d'appuyer une structuration progressive de la filière.

Le choix public : subir ou structurer

Tous les pays engagés dans la transition numérique rencontrent le même point de bascule : mettre en place la Responsabilité Élargie du Producteur (REP) ou laisser les collectivités gérer seules une pollution industrielle diffuse.

Sans REP : la pollution est socialisée ; la valeur des matières est perdue ; les coûts futurs sont publics.

Avec REP : la filière devient auto-financée ; l'innovation locale émerge ; les emplois se formalisent.

Une décision structurante pour la transition énergétique

La transition énergétique repose désormais sur des équipements : solaire, stockage (batteries), numérique.

Chaque politique d'équipement crée mécaniquement une politique de fin de vie.

Sans cela, la modernisation technologique déplace simplement la pollution dans le temps et l'espace.

L'expérience opérationnelle existante démontre qu'une filière est possible à Madagascar.

Son changement d'échelle dépend désormais :

1. d'un cadre réglementaire opérationnel ;
2. d'un mécanisme REP effectif ;
3. d'un appui des partenaires techniques et financiers.

La question n'est plus technique. Elle est politique.

Structurer la filière des déchets électroniques revient à choisir le modèle de développement : une économie de consommation importée ou une économie circulaire territoriale.

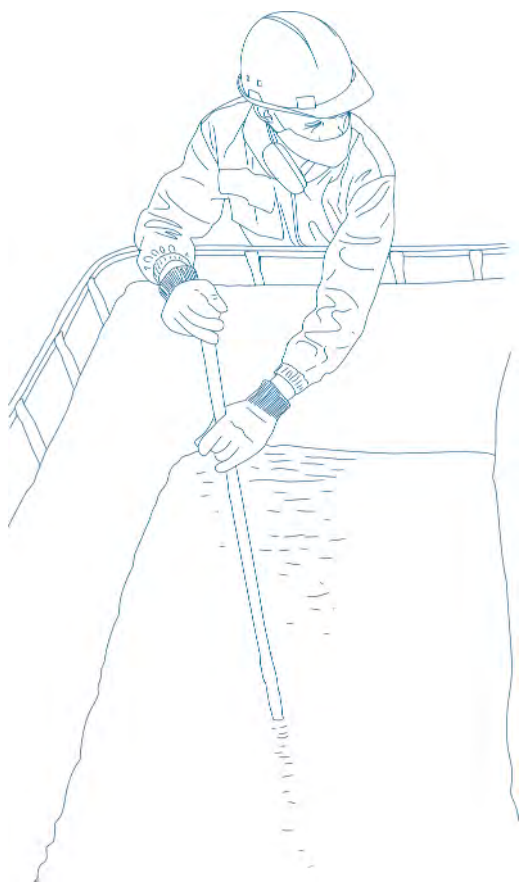
Ce que contient réellement un déchet électronique :

Substances à risque :

- plomb (écrans, soudures)
- mercure (composants électroniques)
- cadmium (batteries)
- retardateurs de flamme bromés

Matières stratégiques récupérables : cuivre aluminium acier métaux précieux

Enjeu économique : Un DEEE est simultanément un déchet dangereux et une mine urbaine.





Territorialisation de la politique d'efficacité énergétique

Le Maroc engage une nouvelle approche de l'efficacité énergétique qui s'inscrit dans la politique de régionalisation avancée. Les Plans régionaux d'efficacité énergétique et de décarbonation (PREED), présentés le 1^{er} avril 2026 lors de la première Journée nationale de l'efficacité énergétique, placent désormais les régions au cœur de la transition énergétique.

Ces plans reposent sur une analyse fine des spécificités territoriales, issue d'une large consultation des autorités locales des douze régions. Ils intègrent des diagnostics détaillés des consommations par secteur et par région et des plans d'actions

opérationnels adaptés aux réalités locales. Les mesures prioritaires identifiées recouvrent, selon les régions, la rénovation énergétique des bâtiments publics et privés, l'amélioration de l'efficacité des réseaux de chaleur, le soutien au développement des énergies renouvelables locales etc. Des dispositifs de gouvernance régionale et des observatoires territoriaux sont prévus pour coordonner les acteurs impliqués (services régionaux, intercommunalités, collectivités locales, entreprises et associations) et suivre les indicateurs.

Les diagnostics mettent en évidence une forte concentration des

consommations énergétiques dans trois régions de Casablanca-Settat, Rabat-Salé-Kénitra et Tanger-Tétouan-Al Hoceïma qui totalisent à elles seules plus de 58 % de la consommation nationale. Ils révèlent également que le secteur des transports constitue le principal poste de consommation d'énergie, suivi des secteurs du bâtiment et de l'éclairage public. Ce dernier représente par ailleurs la deuxième source de dépense des collectivités territoriales, soulignant l'enjeu financier associé à son optimisation. Les scénarios laissent apparaître un potentiel de réduction des consommations estimé à 40%.

Les Sociétés Régionales Multiservices au Maroc : une réforme structurante pour le secteur de l'électricité

Le Maroc a engagé depuis 2024-2025 une réforme majeure de la gestion des services publics locaux à travers la création des Sociétés Régionales Multiservices (SRM). Ces sociétés anonymes, instituées par la loi n°83-21, remplacent progressivement les régies municipales et les délégataires privés dans la distribution de l'eau, de l'assainissement et de l'électricité. L'objectif est de passer d'un modèle fragmenté reposant sur la gestion déléguée, à une gestion intégrée à l'échelle

régionale améliorant l'efficacité, la transparence et l'équité territoriale dans la gestion des services publics.

Les SRM sont créées par un groupement de communes de leur région. Concrètement, elles sont les nouveaux opérateurs de proximité. Pour le secteur de l'électricité, elles sont compétentes sur la distribution locale d'électricité et plus précisément sur les axes de gestion du patrimoine, de maîtrise d'ouvrage et d'exploitation des infrastructures. L'Office

national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE) conserve un rôle stratégique dans la production et le transport de l'électricité.

L'année 2025 marque une phase clé par l'extension progressive du modèle sur le territoire qui s'inscrit dans une logique de décentralisation avancée des services publics.

Pour le secteur de l'électricité, l'enjeu est particulièrement important : accompagner la hausse de la demande, l'intégration des énergies renouvelables et la

préparation des grands événements internationaux (CAN 2025, Coupe du monde 2030). Plus globalement la SRM a pour mission de :

- Mettre à niveau les réseaux de distribution pour qu'ils soient plus réactifs (déploiement de réseaux enterrés, digitalisation etc.) ;
- Améliorer les rendements (lutter contre les pertes, améliorer la maintenance préventive etc.) ;
- Poursuivre la généralisation de l'accès à l'électricité dans les zones rurales isolées et les quartiers périurbains informels (via extension du réseau ou solutions décentralisées) ;
- Adapter ses infrastructures au changement climatique (faire face aux pics de consommation estivaux, améliorer la résilience aux catastrophes).

Étude nationale sur le nexus eau-énergie-alimentation à l'horizon 2040

En février 2026, le Haut-Commissariat au Plan (HCP) a réuni un comité de pilotage afin de lancer une étude prospective consacrée au nexus eau-énergie-alimentation à l'horizon 2040. Cette initiative s'inscrit dans les recommandations du Nouveau modèle de développement, qui encourage à dépasser les approches sectorielles cloisonnées au profit de politiques publiques plus intégrées et cohérentes.

L'approche par le nexus vise à analyser les **interdépendances entre les politiques de l'eau, de l'énergie et de l'alimentation**, en identifiant à la fois les synergies possibles, les tensions existantes et les arbitrages nécessaires entre politiques publiques de ces différents secteurs.

Les résultats de cette étude doivent contribuer à garantir un accès équitable à l'eau et à l'énergie, à assurer la sécurité alimentaire à des coûts soutenables, tout en renforçant la résilience face au changement climatique et en réduisant les inégalités territoriales et sociales.

Repères

- La nouvelle proposition de Contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0) porte l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à 53 % d'ici 2035 (contre 45,5% initialement prévu dans la version 2021 2.0).
- Le Maroc a fixé un objectif de 20 % d'économies d'énergie à l'horizon 2030 et la Stratégie nationale bas carbone (SNBC) vise la neutralité carbone à l'horizon 2050. Les PREED s'inscrivent dans son quatrième pilier dédié aux territoires durables et intelligents.
- La part des énergies renouvelables atteint environ 45 % en 2025, avec un objectif de 52 % d'ici 2030.
- 1085 MW de capacités solaires installées, pour un objectif de 5000 MW à l'horizon 2030.

Enjeux multilatéraux associés :

- Depuis 2026, le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF) de l'Union européenne impose aux exportateurs marocains de justifier leurs performances carbone, sous peine de surcoûts, renforçant l'enjeu d'efficacité énergétique pour les entreprises.
- Le pays développe des projets énergétiques structurants à l'échelle continentale, notamment le gazoduc Afrique Atlantique, initié par le Maroc en 2016, visant à construire des liaisons de gaz du Nigéria vers le Maroc et l'Europe, via plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest.

Contribution du CIE de Tata et des SLEC TTAH-PACA



Les Services Info-Énergie-Climat : un déploiement croissant dans les territoires du Royaume du Maroc

Un **Service Info-Énergie-Climat (SIEC)** est un service destiné aux habitants d'un territoire pour accélérer la transition énergétique et écologique. Il vise à informer, conseiller et accompagner les citoyens afin qu'ils adoptent des pratiques améliorant leur qualité de vie tout en préservant l'environnement. Certains recoupent les appellations de Centre Info Énergie Climat, de Cellule Info Énergie (CIE) ou de Service Local Énergie Climat (SLEC), mais les objectifs opérationnels demeurent similaires.

Pour plus d'informations : <https://siec-med.org/>

À Tata, le **Centre Info-Énergie (CIE)**, géré par la **Coopérative Anajaa Taqia** (Coopérative Efficacité Énergétique de Tata), constitue un espace local d'information, de sensibilisation et d'appui technique dédié à l'efficacité énergétique, au développement durable et à l'adaptation au climat. Implanté dans un bâtiment bioclimatique conçu à l'initiative de la GIZ, dans le cadre du projet Énergie durable dans les provinces de Midelt et Tata, et fruit d'un partenariat avec la Commune de Tata, le centre est un exemple de construction durable : orientation optimisée, inertie thermique et usage de matériaux locaux assurant un confort thermique toute l'année. Depuis 2020, **la coopérative collabore avec l'ONG Geres** pour opérationnaliser le Centre. Depuis juillet 2024, toujours en partenariat avec

le Geres, elle met en œuvre le projet FRESH, visant à favoriser les rénovations pour l'efficacité énergétique dans l'habitat en climat chaud.

À l'échelle nationale, plusieurs **SIEC** ou **SLEC (Services Locaux Énergie-Climat)** se développent, notamment à Oujda (création en 2016) et dans la région de Tanger-Tétouan-Al Hoceima qui en compte désormais huit. Créé en 2014, le SIEC de Chefchaouen, premier du genre au Maroc, a inspiré d'autres initiatives locales, dont Tata, en favorisant la coopération entre collectivités, associations et acteurs techniques. Initialement porté par le Geres, puis par des associations locales, **il est intégré depuis 2018 au service environnement de la commune.**



Équipements disponibles au sein du CIE. © Centre Info-Energie de Tata

Le projet SLEC : un levier euro-méditerranéen pour des territoires résilients



Le Service Local Énergie Climat (SLEC) est un dispositif innovant porté par la Région Tanger-Tétouan-Al Hoceima, avec l'appui technique de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et le soutien financier de l'Union européenne. Mis en œuvre dans huit provinces de la région Tanger Tétouan Al Hoceima, son objectif est d'accompagner les collectivités marocaines dans la transition énergétique et climatique, à travers la création de structures locales dédiées, capables de fournir assistance technique, sensibilisation, formation et suivi des politiques énergie climat.

Le projet repose sur une approche participative impliquant collectivités, acteurs économiques, société civile et partenaires méditerranéens. Cette dynamique collective vise l'appropriation locale des enjeux, la montée en compétence des équipes et la structuration de modèles de gouvernance multi niveaux.

Au niveau euro méditerranéen, le SLEC renforce les synergies entre territoires, grâce à :

- un réseau mobilisant les partenaires : 6 partenaires « principaux » qui correspondent aux partenaires associées dont deux régions (Région marocaine de L'Oriental et la Généralité Catalane), et un écosystème plus large d'acteurs qui ont contribué aux projets : ORU-Fogar, Convention des Maires pour la Méditerranée (Projet européen), MedCités et la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (notamment via sa Commission Interméditerranée), la Chambre des Métiers et l'Artisanat en Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, Etablissement Public d'Aménagement Euroméditerranée, le Réseau Cicle et la Fédération des ALEC – FLAME.
- des ateliers thématiques et un important travail de capitalisation et de partage d'expériences.

Le projet diffuse ainsi outils, diagnostics et retours d'expérience auprès d'acteurs européens et méditerranéens, afin d'encourager l'émergence de nouveaux SLEC dans la région.

En s'appuyant sur des chantiers école, des formations (vidéos apprenantes), et la création d'une boîte à outils méthodologique, le programme vise à produire des résultats transférables à l'ensemble du bassin méditerranéen. Cette mise en réseau contribue à accélérer la transition énergétique, tout en renforçant la résilience et la durabilité des territoires.

Pour en savoir plus sur les SLEC : [Accueil - SLEC](#)

Lien vers la page des vidéos apprenantes : [MOOC - SLEC](#)



FORUM MÉDITERRANÉEN SUR
**LA TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE ET
CLIMATIQUE**
18 AU 20
NOVEMBRE 2024
MARSEILLE

REGION
SUD

CO-PARTENARIAT

Actualité Pays Cameroun



L'État reprend le contrôle stratégique de Energy of Cameroon (ENEO) qui devient Société Camerounaise d'Electricité (SOCADEL)

Le secteur de la distribution d'électricité au Cameroun repasse désormais sous le contrôle majoritaire des pouvoirs publics. Le 19 novembre 2025, l'État camerounais a finalisé le rachat de la participation du fonds d'investissement britannique Actis au capital d'ENEO Cameroun, concessionnaire du service public de distribution et d'une partie de la production d'électricité. Par décret présidentiel du 4 mai 2026, ENEO a été officiellement transformée en société à capital public.

Jusqu'alors structuré autour d'un actionnariat mixte 51 % détenus par Actis, 44 % par l'État du Cameroun et 5 % par le personnel, la SOCADEL est aujourd'hui une entreprise à 95 % publique, les 5 % restants demeurant entre les mains des employés.

De l'entrée d'Actis à sa sortie anticipée

Actis était entré au capital du distributeur camerounais en 2014, à la suite du rachat d'AES-Sonel (devenu ENEO Cameroun), pour un montant estimé à 165,5 millions d'euros. Onze ans plus tard, le fonds cède sa participation à l'État camerounais pour environ 119 millions d'euros, une sortie anticipée de cinq ans et demi avant l'échéance de la concession. En savoir plus

Un secteur sous forte tension financière

La décision intervient dans un contexte de crise financière structurelle du secteur électrique camerounais, qui affecte lourdement la performance opérationnelle des acteurs. À fin décembre 2024, l'endettement global d'ENEO était estimé à près de 800 milliards de FCFA, des créances évaluées à environ

80 milliards de FCFA. La dette fournisseurs, à elle seule, atteindrait près de 500 milliards de FCFA.

Entre 2012 et 2023, l'État a par ailleurs dû mobiliser des ressources budgétaires conséquentes estimées à environ 300 milliards de FCFA au titre de la compensation tarifaire, afin de maintenir les tarifs de l'électricité à un niveau socialement acceptable (Compact Énergétique National). [En savoir plus](#)

Un plan de redressement en préparation

Pour le ministre de l'Eau et de l'Énergie, Gaston Eloundou Essomba, « *ce rachat constitue une étape indispensable pour engager les réformes d'urgence nécessaires à la stabilisation du secteur* ». L'objectif affiché est d'atteindre l'équilibre financier du secteur de l'électricité à l'horizon 2028.

Une nouvelle feuille de route : Compact Énergétique National

Lancé officiellement le 24 septembre 2025 à New York lors de la 80^e Assemblée générale des Nations Unies, le Compact énergétique de la République du Cameroun se veut à la fois un engagement de l'État et une feuille de route pour le développement des infrastructures énergétiques durables, dans le cadre de la Mission 300. Contrairement à la Stratégie Nationale de Développement (SND 35) qui plaçait l'énergie parmi ses priorités, avec un accès universel en 2035, ce nouveau document est entièrement dédié au secteur énergétique, avec des ambitions renforcées.

Objectifs clés du Compact Énergétique National d'ici 2030

Électrification :

- Augmenter le taux d'accès à l'électricité de 5 % par an, pour atteindre 100 %, soit environ 33,5 millions de personnes.

- Augmenter la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique à 10 %.

Cuisson propre :

- Accélérer l'accès aux solutions de cuisson propre de 12,5 % par an, pour atteindre 40 %, soit 13,4 millions de personnes.

Efficacité énergétique :

- Mettre en place une stratégie nationale pour réduire l'intensité énergétique nationale de 2,65 % par an, soit une réduction cumulée de 16,9 % d'ici 2030, dans les secteurs industriel, résidentiel, bâtiments, services et transports.

Financement :

- Mobiliser 12,5 milliards USD, dont 6,5 milliards USD provenant du secteur privé, pour transformer le secteur énergétique.

Plan d'action et réformes

Le CEN 30 repose sur cinq piliers :

- Réhabiliter et étendre les infrastructures de production, de transport et de distribution à coûts compétitifs.
- Renforcer l'intégration régionale pour optimiser les ressources et le marché énergétique.
- Déployer les énergies renouvelables décentralisées (ERD) et les solutions de cuisson propre, incluant le charbon écologique, le gaz et l'électricité.
- Promouvoir la participation du secteur privé pour mobiliser des ressources supplémentaires.

Un pas de plus pour l'électrification hors réseau au Cameroun

L'entreprise Renewable Energy Innovators (REI) Cameroon a obtenu la toute première autorisation officielle du Cameroun pour produire et distribuer de l'électricité dans les communautés non raccordées au réseau national. L'accord a été signé en août 2025 entre REI Cameroun et l'Agence de régulation du secteur de l'électricité (ARSEL).

Le Directeur de REI Cameroon a déclaré : « Jusqu'à présent, nous ne pouvions pas dépasser le stade des projets pilotes faute de cet instrument juridique essentiel. Grâce à cette autorisation, nous pouvons enfin fournir une électricité fiable à davantage de communautés isolées, redonnant le sourire à des milliers de Camerounais. »

Cette autorisation marque un tournant majeur dans le développement du secteur de l'électrification hors réseau au Cameroun. [En savoir plus](#)

Coopérations Sud – Sud

Fort de sa position géostratégique et de son potentiel hydroélectrique, classé 3^e en Afrique subsaharienne, le Cameroun entend jouer un rôle clé dans les interconnexions électriques régionales avec le Tchad, le Nigéria, le Congo, le Gabon, la Guinée équatoriale et la République centrafricaine. Parmi les principaux chantiers déjà engagés, le Projet d'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad (PIRECT) se distingue comme une étape majeure.

Lancé en mai 2025, à la suite des accords signés en 2018, le projet d'interconnexion électrique Cameroun-Tchad s'inscrit dans une volonté commune d'optimiser l'exploitation des ressources énergétiques des deux pays. Il vise à améliorer le cadre de développement économique et social des pasteurs et agropasteurs dans des zones transfrontalières ciblées et le long des axes de transhumance grâce à la fourniture d'une électricité en quantité suffisante, de qualité et à moindre coût.

Le projet s'articule autour de trois composantes, dont l'une est commune aux deux pays :

- Composante 1 : Interconnexion des réseaux électriques du sud et du nord du Cameroun.
- Composante 2 : Interconnexion Cameroun-Tchad. Cette composante prévoit la construction d'une ligne haute tension de 225 kV reliant Maroua (Cameroun) à Bongor, Guelendeng et Gassi, près de N'Djamena (Tchad), ainsi qu'un tronçon entre Maroua et Kousseri (Cameroun) jusqu'à Gassi. Elle inclut également l'électrification rurale le long du corridor.
- Composante 3 : Accroissement de l'accès à l'électricité à N'Djamena. Spécifique au Tchad, cette composante concerne l'extension, la réhabilitation et la densification du réseau électrique de la capitale.

Au total, le projet prévoit la construction de 1 024 km de lignes haute tension de 225 kV, dont 786 km au Cameroun et 238 km au Tchad, afin d'alimenter 478 localités et de bénéficier directement à environ 8,9 millions d'habitants, dont 6,5 millions au Cameroun et 2,4 millions au Tchad. [En savoir plus](#)

Coopération AIMF - REFELA CAM



L'articulation entre genre et énergie est aujourd'hui reconnue comme un levier central du développement durable, de la justice sociale et de l'efficacité des politiques publiques. C'est dans cette perspective que s'inscrit le programme Femmes et Énergies Durables au Cameroun (FEDACAM). Il vise à renforcer le rôle des collectivités territoriales décentralisées dans le développement de services publics locaux d'énergie durable, tout en faisant du leadership féminin un moteur d'innovation publique à l'échelle locale.

Le programme est piloté au niveau international par l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF), au niveau national par le Réseau des Femmes Éluës Locales du Cameroun (REFELA-CAM), et mis en œuvre dans des communes dirigées par des femmes maires, selon une approche progressive et territorialisée.

Initialement centré sur l'électrification, le FEDACAM a progressivement intégré des enjeux clés liés à la pérennité technique et financière des infrastructures, tout en abordant des thématiques transversales émergentes, notamment : le lien genre et énergie ; l'économie sociale et solidaire (ESS) dans la gestion locale des services énergétiques et la gestion des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E).

À l'issue des phases I, II et III, près de 4 millions d'euros ont été mobilisés pour électrifier 15 communes, majoritairement rurales, permettant de toucher environ 600 000 habitants. Les réalisations comprennent l'installation de 900 lampadaires solaires, de centrales solaires totalisant 145 kWc, ainsi que de plusieurs systèmes de pompe solaire.

Détails des projets pilotes réalisés

Afanloum : 35 lampadaires solaires, 1 centrale solaire de 4,5 kWc

Akom 2 : 1 centrale solaire de 60 kWc et mini-réseau de distribution d'un rayon de 3 km

Angossas : 3 lampadaires solaires, 1 centrale solaire de 10 kWc

Bangangté : 81 lampadaires solaires, 1 centrale solaire de 20,16 kWc

Dzeng : 166 lampadaires solaires

Ebone : 54 lampadaires solaires, 1 centrale solaire de 23,04 kWc

Fokoué : 40 lampadaires solaires, 2 centrales solaires de 8 kWc

Kon Yambetta : 79 lampadaires solaires, 1 centrale solaire de 11,04 kWc

Maroua 1^{er} : 4 AEP solaires

Mayo-Oulo : 46 lampadaires solaires

Mbengwi : 30 lampadaires solaires

Mintom : 3 lampadaires solaires, 1 centrale solaire de 7,5 kWc

Pete Bandjoun : 138 lampadaires solaires

Tombel : 112 lampadaires solaires

Cette première expérience montre que la durabilité des projets d'électrification décentralisée repose autant sur la pertinence des choix techniques que sur les capacités institutionnelles des communes, la gestion contractuelle et la maintenance locale. À ce titre, le FEDACAM constitue aujourd'hui :

- une référence nationale sur le rôle des communes dans l'électrification décentralisée ;
- une expérience pionnière en matière de genre et énergie, portée par un réseau national d'élues locales ;
- un laboratoire territorial d'expérimentation de modalités opérationnelles innovantes (gestion, financement, ESS, D3E), en appui aux politiques nationales.

À l'horizon 2026, le programme ambitionne de consolider ses acquis et de nourrir un plaidoyer national en faveur d'une transition énergétique territoriale inclusive, durable et portée par les collectivités locales.

[En savoir plus](#)

ESF : Renforcement de l'offre de formation technique en énergies renouvelables au Cameroun



En partenariat avec Codéveloppement Kribi Ouistream (Codeko), Électriciens sans frontières déploie une série d'actions structurantes pour renforcer l'offre de formation en énergie photovoltaïque dans les lycées techniques du Cameroun. Le lycée technique et le CETIC de Kribi ont servi de sites pilotes.

L'initiative vise à doter les élèves des filières techniques liées à l'énergie de compétences opérationnelles en solaire photovoltaïque, à travers une approche progressive, pratique et durable, en phase avec les besoins du marché.

Une approche en trois temps

- Formation des enseignants (ToT): Un programme « formation de formateurs » a été mis en place afin de renforcer les capacités pédagogiques des enseignants en amont. Des experts d'Electriciens sans frontières ont animé une série de modules spécialisés à distance puis sur place. L'objectif était de couvrir l'ensemble de la chaîne de compétences : choix du site, dimensionnement des systèmes, sélection des équipements, devis et métrés, installation des panneaux solaires, exploitation et maintenance. Un chantier-école effectué par les enseignants a permis l'installation d'un système photovoltaïque pour l'alimentation des salles informatiques. Cette mise en situation réelle a consolidé les acquis techniques des formateurs sur le photovoltaïque.

- Formation des élèves : après le départ des experts, le chantier école a été finalisé par les élèves avec leurs enseignants en encadrement. Les supports, contenus et matériels acquis permettront aux professeurs de diffuser ces formations auprès de 25 élèves en formation Bac pro Installateurs de panneaux photovoltaïques chaque année et aux 110 élèves du CAP Électricité.

Une initiative à fort impact, au service de l'employabilité des jeunes et de l'accélération de la transition énergétique. Ce projet a été rendu possible par le soutien financier de la Fondation EDF, de Consuel, JPPE et Siège 27.

Des formations tournées vers la pratique et adaptées à différents publics

Développer les compétences locales en réalisation et suivi d'installations électriques intérieures

L'entretien et la maintenance des installations électriques représentent un facteur clé de durabilité. Dans de nombreux pays, ce défi est amplifié par un manque de compétences techniques, et lorsque ces compétences existent, elles sont souvent

concentrées dans les grandes villes, rendant difficile l'intervention rapide en milieu rural ou isolé.

Consciente de cette problématique, la Congrégation des Filles de la Charité du Cameroun a sollicité Électriciens sans frontières pour renforcer son autonomie dans la gestion de ses installations électriques.

Les équipes de bénévoles formateurs d'Electriciens sans frontières ont déployé durant un mois et demi à Yaoundé une formation en deux étapes complémentaires :

- Formation théorique et travaux pratiques
- Chantier-école : mise en application directe des connaissances acquises.

14 stagiaires, issus des différents sites (dispensaires, écoles, etc) de la congrégation sur le territoire camerounais et de niveaux de base variés ont pu bénéficier de ces apprentissages, avec un certificat délivré à l'issue de leur participation. Ils seront prochainement associés à de nouveaux travaux pour la Congrégation encadrés par Electriciens sans frontières.

Un suivi a été mis en place pour assurer la pérennité des compétences et de l'exploitation des installations.



Élèves réalisant une installation intérieure. © ESF

Fondem : INNOVACC : innover pour l'adaptation climatique et l'accès à l'énergie durable au Cameroun



Dans les régions du Nord et de l'Extrême Nord du Cameroun, particulièrement exposées aux effets du changement climatique, l'accès à l'énergie durable constitue un levier essentiel pour renforcer la résilience des territoires ruraux. C'est dans ce contexte que s'inscrit le projet **INNOVACC – Innovation pour l'Adaptation au Changement Climatique**, mis en œuvre par un consortium international **piloté par l'ICRAF (World Agroforestry)**, avec l'appui de partenaires dont la **Fondem** et son partenaire local **CERAF**, et **financé par l'Union européenne**.

Une approche intégrée énergie-climat

INNOVACC vise à améliorer la résilience des ménages ruraux en combinant agriculture climato intelligente, innovation locale et accès à des services énergétiques durables. Dans ce cadre, la Fondem est en charge de la composante énergie du projet. Elle accompagne les acteurs locaux dans l'identification, le développement et le déploiement de solutions énergétiques adaptées aux besoins productifs et communautaires, en lien étroit avec les dynamiques économiques locales.

Des activités concrètes sur le terrain

Le projet a permis de conduire **une analyse approfondie des besoins énergétiques induits par les pratiques climato intelligentes**, tout en évaluant le **potentiel économique des zones cibles**.

Ces interventions ont ciblé en priorité **les chaînes de valeur de l'arachide et du lait, deux filières structurantes pour l'économie locale**. Pour ces activités, l'accès à une énergie fiable constitue un levier clé pour améliorer la transformation des produits, renforcer leur conservation, réduire les pertes post-production et sécuriser les revenus des ménages ruraux, en particulier ceux portés par des coopératives féminines.

Parallèlement, INNOVACC a procédé à **l'identification et à l'évaluation de fournisseurs locaux fiables** et l'analyse de **technologies énergétiques alternatives** adaptées aux contextes ruraux. Le projet intègre également un important volet de **renforcement des capacités du partenaire local CERAF**, afin d'assurer la pérennité des actions.

Les entrepreneurs ruraux et les acteurs communautaires ont été **sélectionnés et accompagnés** dans une logique d'optimisation énergétique de leurs activités. Cette démarche s'est traduite par **l'acquisition et l'installation d'équipements électriques** destinés à soutenir des activités génératrices de revenus et des services communautaires, contribuant ainsi à une amélioration durable des conditions de vie et à une meilleure adaptation aux effets du changement climatique. [En savoir plus](#)



L'énergie des territoires

Mastère ISTOM : Une offre de formation adaptée à la demande

L'ISTOM a démarré en janvier 2026 sa première promotion du Mastère Spécialisé « Énergie, environnement et transitions des pays du Sud » (MS MEET).

Quel est l'objectif ? Transmettre des compétences opérationnelles aux apprenant-es, qu'ils-elles soient en fin de formation initiale (Bac+5) ou avec déjà quelques années d'expérience professionnelle, leur permettant, une fois le diplôme obtenu, d'exercer une activité dans des projets liés à la transition énergétique des Pays du Sud.

Après des conférences et des modules d'enseignement sur le contexte global de l'énergie et la situation particulière des pays du sud, la formation propose une mise à niveau technique sur les différents outils et connaissances qu'il est nécessaire de maîtriser. Vient ensuite le vif du sujet : analyse de la demande et construction de l'offre susceptible d'y répondre, dans différents territoires – rural, urbain – et pour des bénéficiaires variés : ménages, PME/TPE, entreprises, organismes publics.

Ce MS MEET a été construit avec les partenaires de l'ISTOM, souvent de futurs employeurs, ce qui donne la garantie d'une formation correspondante à leurs besoins de recrutement. À côté des Enseignants Chercheurs de l'ISTOM et de l'UFC Brésil, de nombreux et nombreuses professionnel·les issus d'entreprises, d'organismes internationaux et d'ONG interviennent tout au long des six mois de cours : AFD, Banque Mondiale, BRGM, CIRAD, DECYSIVE, EDF, EGIS, Experts Solidaires, GERES, IED Consult, INSUCO, SEforALL, etc.



Conférence de rentrée, 1^{ère} promotion du MS MEET. © ISTOM

La première promotion est constituée de 9 étudiant-es, issus de formations initiales variées : agronomie, environnement, énergies renouvelables, génie civil. Avec souvent déjà deux à trois années d'expérience professionnelle pour certains, cette mixité des parcours favorise les échanges et le gain de compétences. Depuis janvier, déjà 200 heures de cours et un travail collectif sur deux sujets passionnants : l'accès à l'énergie pour toute et tous à Antananarivo et la bioénergie au Vietnam. Deux sorties : l'une au salon international bioénergie à Nantes le 11 février et la visite du barrage de Guerlédan en Bretagne un jour de crue !

Témoignage d'Hamza, ingénieur ENR « *Je suis très heureux de suivre ce Mastere spécialisé ! C'est un complément indispensable à ma formation, qui me permet d'acquérir de nouvelles compétences. Dès l'année prochaine, je pourrai être acteur dans des projets d'accès à l'énergie solaire, ma passion ! Bravo à l'ISTOM !* »

La prochaine rentrée est fixée au 14 septembre 2026. Les candidatures sont ouvertes jusqu'au 17 juillet !



Pour en savoir plus :
Mastère Spécialisé | ISTOM



Renseignements: Antoine
Malafosse,
a.malafosse@istom.fr



« Géopolitique de l'énergie : quoi de neuf », Mme Maisonneuve, bureau Decysive © ISTOM

Genre My Beautiful Career - Joy Clancy

« My first degree is in Chemistry and I became involved in renewable energy when I joined the Engineering Department at Reading University in 1981. We had an interest in the Global South due to our collaboration with an NGO now known as Practical Action which I have continued to work with over the years. The 'big issue' then was deforestation, particularly in tropical regions, which was wrongly attributed to women cutting down trees for cooking fuel. I thought I'd found a good alternative cooking fuel: biogas. However, women in the Global South were not showing the same enthusiasm and adopting it.

Puzzled as to why not, I began to try to find the answer from which I learned two valuable lessons which have been my guiding principles ever since: people are as important a part of the energy system as the hardware and engineers in the Global North shouldn't tell people in the Global South they've got the answer to their problems without discussing with them first!

This led me to help set up, more than 25 years ago, ENERGIA the network on gender and energy to give women in the Global South a voice with the basic principle that they should set the agenda. I am pleased that is still the case under the



Photo © Joy Clancy

excellent leadership of Sheila Oparaocha whom I'm proud to say I helped appoint. I have continued to keep in touch with ENERGIA, and I have provided support when needed.

At the start of the new century, I was approached by the European Commission to do a study from a gender perspective of the Energy Component of the Fifth Framework Programme. I was initially baffled as to why they asked me since my focus was the Global South.

Well, I'm a woman, I live in Europe and I use energy and so I took up the challenge that has been my focus for the last 25 years but keeping in touch with the Global South, believing cross-learning is important. I am extremely proud that close to my formal retirement I was awarded the first ever Professorial Chair in Energy and Gender. »

Le parcours d'une belle carrière - Joy Clancy

« J'ai d'abord obtenu un diplôme en chimie, puis j'ai commencé à m'impliquer dans le domaine des énergies renouvelables lorsque j'ai rejoint le département d'ingénierie de l'Université de Reading en 1981. Nous nous intéressions au Sud global en raison de notre collaboration avec une ONG aujourd'hui connue sous le nom de Practical Action, avec laquelle j'ai continué à travailler au fil des années.

Le « grand problème » à l'époque était celui de la déforestation, en particulier dans les régions tropicales, qui était à tort attribuée aux femmes coupant des arbres pour les besoins en combustible de cuisson. Je pensais avoir trouvé une bonne alternative : le biogaz. Cependant, les femmes du Sud global ne manifestaient pas le même enthousiasme et n'adoptaient pas la solution. Déconcertée par cette situation, j'ai commencé à chercher des explications, ce qui m'a permis de tirer deux leçons précieuses qui sont

devenues depuis mes principes directeurs : les usagers font autant partie du système énergétique que les équipements, et les ingénieurs du Nord global ne devraient pas dire aux populations du Sud global qu'ils ont la solution à leurs problèmes sans les consulter en premier lieu !

Cela m'a amenée à contribuer à la création, il y a plus de 25 ans, d'ENERGIA, le réseau sur le genre et l'énergie, afin de donner une voix aux femmes du Sud global, avec pour principe fondamental qu'elles doivent définir elles-mêmes les priorités. Je suis heureuse de constater que c'est toujours le cas sous l'excellente direction de Sheila Oparaocha, que je suis fière d'avoir contribué à nommer. Je suis restée en contact avec ENERGIA et à apporter mon soutien lorsque cela était nécessaire.

Au début de ce nouveau siècle, la Commission européenne m'a sollicitée pour réaliser une étude, sous l'angle du genre, du volet énergétique du cinquième programme-cadre.

J'étais d'abord perplexe quant à leur choix, car mon travail était centré sur le Sud global. Mais je suis une femme, je vis en Europe et j'utilise de l'énergie ; j'ai donc relevé le défi, qui est devenu mon principal domaine d'activité au cours de ces 25 dernières années, tout en restant en lien avec le Sud global, convaincue de l'importance des apprentissages croisés. Je suis extrêmement fière qu'à l'approche de ma retraite officielle, on m'ait décerné la toute première chaire professorale en énergie et genre. »



Genre Shaping Change: The Personal and Professional Journey of Sheila Oparaocha

« I would like to begin by saying that I have never viewed my position as Director of the ENERGIA International Network as a job. For me, it has always been a passion and a vocation. To explain why, I must begin with my family history.

My father arrived in Zambia in 1968 as a refugee. He could not return to Nigeria because of the Biafran civil war. But in Zambia, the word "refugee" was never used to define him or our family. Instead, he was welcomed by Zambia's first president, Dr. Kenneth Kaunda, as an African citizen, encouraged to fulfil his full potential and contribute to a young, independent nation.

Zambia's commitment to giving vulnerable groups equal opportunity was my first exposure to the transformative power of development. This policy opened doors not only for my father, but also for me. Because Zambia guaranteed universal access to education for all legally residing children, I was able to pursue and complete a Bachelor of Science in Veterinary Medicine.

My journey then took me to Asia, where I earned a Master's degree in Gender and Development Planning at the Asian Institute of Technology in Thailand. While many of my peers pursued postgraduate studies in Western countries, my experience in Asia allowed me to compare lessons from one developing region to another. Learning from feminists of the Global South, especially my mentor Dr. Govind Kelkar, shaped my worldview and strengthened my commitment to gender equality.

When I later came to the Netherlands, Dr. Kelkar introduced me to another of my role models, Dr. Joy Clancy, and through her, to ENERGIA. I was immediately inspired by ENERGIA's mission. Founded in 1996 within the momentum of the Beijing Platform for Action, ENERGIA set out to fill a crucial gap: at that time, gender was absent from energy policy, and energy was absent from gender discussions. ENERGIA became one of the global pioneers at this intersection.

Since 1999, I have had the honor of serving as ENERGIA's Director. Over the past 27 years, I have championed gender equality, women's empowerment, and sustainable energy access through advocacy, research, entrepreneurship support, and global partnerships. I have also been privileged to stand on the shoulders of many great women who shaped this agenda, and I hope I can do the same for young women. »

Façonner le changement : le parcours personnel et professionnel de Sheila Oparaocha

« Je voudrais commencer en disant que je n'ai jamais considéré mon poste de directrice du réseau international ENERGIA comme un simple emploi. Pour moi, il a toujours été une passion et une vocation. Pour expliquer pourquoi, je dois commencer par l'histoire de ma famille.

Mon père est arrivé en Zambie en 1968 en tant que réfugié. Il ne pouvait pas retourner au Nigeria en raison de la guerre civile du Biafra. Mais en Zambie, le terme « réfugié » n'a jamais été utilisé pour le définir, ni pour définir notre famille. Il a plutôt été accueilli par le premier président de la Zambie, le Dr Kenneth Kaunda, comme un citoyen africain, encouragé à réaliser pleinement son potentiel et à contribuer à une jeune nation indépendante.

L'engagement de la Zambie à offrir l'égalité des chances aux groupes vulnérables a été ma première rencontre avec le pouvoir transformateur du développement. Cette politique a ouvert des portes non seulement à mon père, mais aussi à moi. Parce que la Zambie garantissait l'accès universel à l'éducation pour tous les enfants résidant légalement dans le pays, j'ai pu poursuivre et obtenir une licence en médecine vétérinaire.

Mon parcours m'a ensuite conduite en Asie, où j'ai obtenu un master en genre et planification du développement à l'Asian Institute of Technology en Thaïlande. Alors que beaucoup de mes pairs poursuivaient leurs études supérieures dans des pays occidentaux, mon expérience en Asie m'a permis de comparer les enseignements d'une région en développement à une autre. L'apprentissage auprès de féministes du Sud global, en particulier de ma mentore le Dr Govind Kelkar, a façonné ma vision du monde et renforcé mon engagement en faveur de l'égalité de genre.

Lorsque je suis ensuite arrivée aux Pays-Bas, le Dr Kelkar m'a présentée à une autre de mes figures inspirantes, le Dr Joy Clancy, et par son intermédiaire, à ENERGIA. J'ai immédiatement été inspirée par la mission d'ENERGIA. Fondé en 1996 dans le contexte dynamique du Programme d'action de Pékin, ENERGIA a été créé pour combler une lacune essentielle : à l'époque, la dimension du genre était absente des politiques énergétiques, et l'énergie était absente des débats sur le genre. ENERGIA est ainsi devenu l'un des pionniers mondiaux à l'intersection de ces deux domaines.

Depuis 1999, j'ai l'honneur de diriger ENERGIA. Au cours des 27 dernières années, j'ai défendu l'égalité de genre, l'autonomisation des femmes et l'accès durable à l'énergie à travers le plaidoyer, la recherche, le soutien à l'entrepreneuriat et des partenariats internationaux. J'ai également eu le privilège de m'appuyer sur l'héritage de nombreuses grandes femmes qui ont façonné cet agenda, et j'espère pouvoir en faire de même pour les jeunes femmes qui souhaitent s'engager dans ce domaine. »

Parole à la Recherche

Face à la pauvreté énergétique dans les territoires sénégalais : des initiatives locales pour garantir un service électrique

Dans le département de Médina Yoro Foulah (MYF), au Sud du Sénégal, seules deux communes sur onze sont électrifiées. La gouvernance d'un modèle d'électrification rurale ne prenant pas en compte les spécificités des territoires et reposant sur une chaîne de décision complexe, mais encore très largement de type top down, constitue un verrou majeur à l'accès à l'énergie, l'ODD n°7. Du fait d'une mauvaise gestion et d'une insuffisante association des populations locales à la conception des projets en amont, les systèmes d'approvisionnement énergétique proposés ne sont pas pleinement adaptés ni appropriés par les usagers à qui ils étaient destinés.

Ce manque criant d'accès à l'énergie électrique rend extrêmement difficile l'éducation, limite l'accès à des soins de qualité et à du

personnel qualifié, tout en pesant lourdement sur les activités économiques locales. En effet, dans cet espace où l'agriculture constitue la principale activité des ménages, les enfants aident les parents après l'école. Le temps consacré aux apprentissages se déroule généralement la nuit. Or, en l'absence d'électricité dans leurs foyers, les familles ont recours aux lampes torches à pile, lorsqu'elles n'ont pas les moyens d'acheter des appareils solaires bon marché. Un directeur d'école enquêté souligne une amplification des lacunes scolaires et de mauvaises performances chez les élèves vivant dans des ménages non électrifiés. Il dit également souffrir lui-même du manque d'électricité pour l'exécution de ses tâches expliquant par exemple perdre une journée pour déposer un courrier administratif au chef-lieu de

circonscription. Entre la nécessité de recharger son téléphone pour rester joignable, les frais de la reprographie et des indemnités insuffisantes pour couvrir les dépenses, il assume seul des charges dépassant largement ses moyens.

Afin de pallier ces difficultés d'accès à l'électricité, la commune de Pata a noué un partenariat avec une organisation internationale de développement spécialisée dans la protection de l'enfance. Un système de parrainage a ainsi été mis en place et à chaque rentrée scolaire, des kits solaires sont distribués aux enfants les plus vulnérables. Compacts et multifonctionnels, ces équipements solaires constituent une alternative pour permettre aux élèves d'avoir un moyen de s'éclairer la nuit.

Parallèlement à cette initiative, la localité de Soudouwelly située dans la commune de Pata a choisi de prendre en main le financement de son électrification sans aucune aide financière ou administrative de la part du gouvernement grâce à une association communautaire regroupant l'ensemble des ménages. Chaque adhérent contribue à hauteur de 10 000 francs CFA soit 15,24 € par an. Avec la forte

mobilisation des émigrés vivant à l'étranger, plusieurs projets locaux (éclairage public, électrification domestique et de maraîchage) ont ainsi pu être réalisés. Cette dynamique illustre la capacité des territoires à concevoir des solutions adaptées à leurs besoins énergétiques spécifiques les plus urgents, renforçant ainsi leur pertinence et leur efficacité (Sarr, 2025).

La conception du service public d'électricité ne devrait-il pas se reposer davantage sur les communautés locales ?

Références :

Sarr, M. (2025). Accès à l'électricité et développement dans les espaces ruraux sénégalais : Le cas de l'énergie solaire dans la concession de Kolda-Vélingara-Médina Yoro Foulah (KVM) [Doctorat ès Géographie spécialité Aménagement, PhD, Pau]. <https://doi.org/10.70675/55269a82za03cz43e8zbec7zc9837813f98a>



Mariama SARR,
sarrmariamativ@gmail.com
Docteure en géographie-aménagement
de l'Université de Pau et des Pays de
l'Adour et de l'Université Cheikh Anta
Diop de Dakar



D'un système vertical aux réseaux rhizomatiques : reconfigurer la gouvernance énergétique par les communautés énergétiques

Junior Mbangala : chercheur sur les communautés énergétiques

Repenser la participation à la transition énergétique

Les systèmes énergétiques sont souvent perçus par les citoyens comme éloignés, abstraits et difficiles à appréhender. Si certaines personnes disposent de connaissances plus avancées que d'autres, le besoin d'autonomisation et d'un engagement réel avec les systèmes énergétiques demeure largement insatisfait. Historiquement, les systèmes énergétiques en Europe ont été organisés de manière majoritairement verticale : l'État ou de grands acteurs centralisés contrôlent les infrastructures énergétiques, tandis que les citoyens participent principalement en tant que consommateurs via des fournisseurs d'énergie. Ce modèle top-down a longtemps structuré la relation entre les citoyens et l'énergie, renforçant un rôle passif des usagers finaux. Pourtant, réussir la transition énergétique ne consiste pas uniquement à décarboner les systèmes énergétiques ou à garantir que la transition soit techniquement réalisable pour tous. Il s'agit également de veiller à ce que l'ensemble des citoyens soit activement impliqués et concernés par cette transformation. Dans cette optique, des alternatives décentralisées ont émergé, offrant aux citoyens la possibilité de participer, voire de prendre le contrôle, à la fois de la production et de la consommation d'énergie.

L'une des alternatives les plus prometteuses et connaissant une croissance rapide est celle des communautés énergétiques. En repensant la manière dont l'énergie est produite, gouvernée et partagée à l'échelle locale, les communautés énergétiques remettent en question le modèle vertical traditionnel et ouvrent de nouvelles voies vers une transition énergétique plus inclusive, participative et socialement ancrée. Une communauté énergétique désigne des initiatives organisées collectivement par lesquelles des citoyens, des groupes locaux ou des coopératives produisent, gèrent ou partagent de l'énergie, souvent issue de sources renouvelables. Pour participer à une initiative de partage d'énergie, chaque membre doit être raccordé à un réseau de distribution existant.

Les communautés énergétiques comme réseaux rhizomatiques

Deleuze et Guattari (1980) ont introduit le concept de rhizome pour décrire une approche non linéaire et non hiérarchique de la théorie et du savoir. Dans Mille Plateaux, ils l'opposent aux modèles traditionnels dits 'arborescents' (en forme d'arbre), fondés sur des logiques binaires, la linéarité et les hiérarchies. La pensée rhizomatique met l'accent sur

les réseaux et les connexions qui traversent les frontières - qu'il s'agisse de frontières entre idées, espèces ou disciplines. Le rhizome remet en question la pensée hiérarchique et linéaire en proposant un modèle d'organisation sociale non hiérarchique, interconnecté et dynamique. Appliqué à la gouvernance énergétique, le cadre du rhizome permet d'analyser les communautés énergétiques comme des systèmes émergents, adaptatifs et auto-organisés, plutôt que comme des entités fixes façonnées uniquement par des acteurs institutionnels. La pensée rhizomatique montre ainsi que les communautés énergétiques, les mouvements citoyens et les décideurs publics sont interconnectés de manière à défier les hiérarchies rigides. Le rhizome suit également un principe de « rupture non signifiante » : il peut être brisé en un point, mais continue de croître ailleurs, le long d'autres lignes. À l'image d'une colonie de fourmis, même largement détruite, elle continue à se reconstituer.

Deleuze et Guattari soutiennent que le pouvoir et le savoir ne sont pas centralisés, mais répartis en de multiples points. Dans les transitions énergétiques, selon Bauwens et al. (2022), le pouvoir n'est pas uniquement détenu par les gouvernements ou les services publics, mais aussi par les citoyens, les coopératives, les mouvements sociaux et les réseaux informels. Étant donné que les communautés énergétiques tendent à être décentralisées, une perspective rhizomatique permet de mettre en lumière leur dimension horizontale et leur capacité d'auto-organisation. La participation citoyenne est nécessaire pour créer des communautés énergétiques et induire des transformations dans les systèmes énergétiques actuels.



Photo : ©Junior MBangala



Site internet : [Home | Junior MBangala](#)

Projet HayKa : un projet européen pour transformer la formation doctorale à Madagascar

Lancé en 2023 pour une durée de trois ans, le projet HayKa est une initiative Erasmus+ financée par l'Union Européenne qui vise à renforcer la qualité de la formation doctorale à Madagascar. En connectant neuf écoles doctorales malgaches à des partenaires européens, il cherche à créer des passerelles durables entre la recherche académique et le monde socio-économique.

Coordonné par l'Université de Montpellier, le consortium réunit l'IRD, l'Université de Mons et l'AUF Océan indien, aux côtés de six universités publiques malgaches et d'un établissement privé, couvrant ainsi l'ensemble des six provinces du pays.

Une approche multidimensionnelle

Le projet HayKa se déploie à travers plusieurs types d'actions destinées aux différents acteurs du doctorat :

- Pour les doctorants, l'accent est mis sur l'employabilité et l'ouverture vers le monde professionnel. Plus de 200 jeunes chercheurs ont déjà participé à des formations sur le montage de projet de recherche, la rédaction scientifique et les compétences transversales.
- Pour les enseignants-chercheurs et le personnel administratif, des sessions de renforcement de

capacités sont organisées, notamment sur la recherche de financements et l'encadrement scientifique. Une formation de formateurs sur l'écriture scientifique a réuni des représentants des neuf écoles doctorales partenaires.

Des événements sur tout le territoire

Plusieurs rencontres marquantes ont jalonné l'année 2026 :

- 30 janvier : une Journée Doctorants-Entreprises à l'Université d'Antsiranana a réuni chercheurs et professionnels autour d'une table ronde sur le thème « L'entreprise comme terrain d'apprentissage face aux fractures université-entreprise ».
- 16 au 21 février : l'école d'été HayKa s'est tenue à l'Université de Fianarantsoa, rassemblant 50 doctorants autour des Objectifs de Développement Durable. La première journée a été consacrée à un forum des compétences visant à favoriser les échanges interdisciplinaires.

Des liens renforcés avec le monde professionnel

L'une des originalités du projet réside dans sa volonté de rapprocher durablement le monde académique du tissu économique local. Les rencontres organisées permettent aux doctorants de mieux comprendre les réalités de l'entrepreneuriat, tandis que les entreprises peuvent identifier des collaborations de recherche potentielles avec les laboratoires universitaires.

Un héritage pour la recherche malgache

Alors que le projet s'achèvera en avril 2026, ses effets structurants sont déjà visibles : renforcement des compétences des encadrants, professionnalisation des doctorants, et création d'un réseau durable d'échanges entre les écoles doctorales malgaches et leurs partenaires européens.

AISESA : An African initiative for sovereignty over knowledge on energy and climate

Valorisation de la recherche dans les Suds



The African Institute for Sustainable Energy and Systems Analysis (AISESA) is a Pan-African research institute working to ensure that Africa's energy future is shaped by African voices, evidence, and priorities. We exist because the decisions that will define how more than a billion people live, work, and thrive over the coming decades — from urban transformations to thriving livelihoods and inclusive industrialisation — cannot be outsourced.

AISESA brings together researchers, policymakers, and practitioners from across the continent and its diaspora to advance energy system decisions rooted in African contexts and led by strong African institutions. Our work is built on a simple conviction: durable change requires Policy, Knowledge, and Practice moving together, not in parallel. Too often these domains operate in isolation — evidence that never reaches decision-makers; policies disconnected from implementation realities, practice unsupported by rigorous analysis. AISESA exists to close those gaps.

This work is organized through five interconnected research clusters: clean energy pathways; effective implementation approaches; responsive policy and governance; affordable finance and technologies; and institutional strengthening and capacity mobilization. Together, they connect dispersed expertise across the continent into a shared platform for collective action.

For far too long, the frameworks shaping African energy planning have been imported, often disconnected from local realities, livelihoods, and aspirations. We are building the institutional infrastructure to change that — convening researchers, elevating African knowledge and evidence, and creating the conditions for collaborations that reflect the continent's historical, cultural, political, economic, and linguistic diversity.

The AISESA Energy Congress

At the heart of our convening work is AISESA's Annual Congress, our flagship annual gathering of researchers, government representatives, civil society actors, and energy practitioners from across the continent and diaspora. More than a conference, the Congress is a meeting place where Africa's scholarship and capacities are centered,

partnerships are forged, and the agenda for African energy futures is shaped collectively.

Our inaugural Congress in Cape Town, South Africa (2024) anchored AISESA's emergence and brought together a foundational community of contributors committed to African-led energy research. In 2025, the Congress traveled to Saly, Senegal, deepening our engagement with West African networks and energy ministries. Each gathering has expanded the geographic reach and thematic depth of our work, forging new collaborations along the way.

Our third Congress will be hosted in Kampala, Uganda in September 2026. East Africa's dynamic energy landscape and its vibrant research community make Kampala an essential next moment for AISESA. The 2026 Congress will deepen our commitment to engaging with the power dynamics at the heart of energy knowledge production, advancing regional inclusion, and connecting research to real policy and practice outcomes.

AISESA is a movement still being built — by, with, and for the researchers, institutions, and communities shaping Africa's energy future. We invite you to join us.



Photo : © AISESA

AISESA : Une initiative africaine pour la souveraineté des savoirs en matière d'énergie et de climat

L'Institut Africain pour l'Énergie Durable et l'Analyse des Systèmes (AISESA) est un institut de recherche panafricain qui œuvre pour que l'avenir énergétique de l'Afrique soit façonné par des voix, des données probantes et des priorités africaines. Nous existons parce que les décisions qui détermineront comment plus d'un milliard de personnes vivront, travailleront et s'épanouiront au cours des prochaines décennies — des transformations urbaines aux moyens de subsistance porteurs d'avenir, en passant par une industrialisation inclusive — ne peuvent être

délégées à d'autres.

L'AISESA rassemble des chercheurs, des décideurs politiques et des praticiens de tout le continent et de sa diaspora afin de faire progresser des décisions relatives aux systèmes énergétiques ancrées dans les réalités africaines et portées par des institutions africaines fortes. Notre travail repose sur une conviction simple : un changement durable exige que la politique, le savoir et la pratique avancent ensemble, et non en parallèle. Trop souvent, ces domaines fonctionnent de manière cloisonnée — des données qui ne parviennent

jamais aux décideurs, des politiques déconnectées des réalités de mise en œuvre, des pratiques privées d'analyses rigoureuses. L'AISESA existe pour combler ces fractures.

Ce travail s'articule autour de cinq pôles de recherche interconnectés : les trajectoires d'énergie propre ; les approches efficaces de mise en œuvre ; les politiques publiques et la gouvernance responsables ; l'accès à des financements et des technologies abordables ; et le renforcement institutionnel et la mobilisation des capacités. Ensemble, ces pôles relient les expertises dispersées à travers le

continent au sein d'une plateforme partagée pour l'action collective.

Pendant trop longtemps, les cadres qui façonnent la planification énergétique africaine ont été importés, souvent déconnectés des réalités locales, des moyens de subsistance et des aspirations des populations. Nous construisons l'infrastructure institutionnelle nécessaire pour changer cela — en réunissant les chercheurs, en mettant en valeur les données probantes et les savoirs africains, et en créant les conditions de collaborations qui reflètent la diversité historique, culturelle, politique, économique et linguistique du continent.

Le Congrès AISESA sur l'Énergie

Au cœur de notre travail de convocation se trouve le Congrès annuel de l'AISESA, notre rendez-vous phare qui réunit chercheurs,

représentants gouvernementaux, acteurs de la société civile et praticiens de l'énergie de tout le continent et de la diaspora. Bien plus qu'une conférence, le Congrès est un lieu de rencontre où les savoirs et les capacités de l'Afrique sont placés au centre, où des partenariats se nouent, et où l'agenda des futurs énergétiques africains se construit collectivement.

Notre Congrès inaugural, tenu au Cap, en Afrique du Sud (2024), a ancré l'émergence de l'AISESA et rassemblé une communauté fondatrice de contributeurs engagés dans une recherche énergétique pilotée par et pour l'Afrique. En 2025, le Congrès s'est déplacé à Saly, au Sénégal, approfondissant notre engagement avec les réseaux ouest-africains et les ministères en charge de l'énergie. Chaque édition a élargi la portée géographique et l'ampleur thématique de notre travail, donnant naissance à de

nouvelles collaborations en chemin.

Notre troisième Congrès se tiendra à Kampala, en Ouganda, en septembre 2026. Le paysage énergétique dynamique de l'Afrique de l'Est et sa communauté de recherche florissante font de Kampala une étape essentielle pour l'AISESA. Le Congrès 2026 approfondira notre engagement à interroger les rapports de pouvoir au cœur de la production des savoirs énergétiques, à faire progresser l'inclusion régionale, et à relier la recherche à des résultats concrets en matière de politiques publiques et de pratiques.

L'AISESA est un mouvement en construction — par, avec et pour les chercheurs, les institutions et les communautés qui façonnent l'avenir énergétique de l'Afrique. Nous vous invitons à nous rejoindre.



Parole aux entreprises

Koko Networks : retour sur la faillite de l'entreprise kenyane de cuisson propre



Le matin du 30 janvier 2026, environ 1,5 million de foyers kenyans ont reçu « *Cher client, Koko Networks a cessé ses activités. Merci de votre fidélité* ». L'entreprise, basée à Nairobi, fournissait du bioéthanol et des fourneaux à environ 1,3 million de ménages par l'intermédiaire d'un réseau de plus de 3 000 kiosques à carburant automatisés.



Citerne d'alimentation en bioéthanol © Koko Network

Un modèle économique tourné vers l'accessibilité des équipements

Koko Networks avait axé son modèle vers les consommateurs en abaissant la barrière à l'entrée inhérente à l'achat des cuisinières ou des combustibles. Par exemple, la start-up vendait le litre de bioéthanol à 100 KES (0.77 \$), contre un prix de marché de 200 KES (1.54 \$). Le prix des réchauds était fixé à 1 500 KES (11.53 \$), contre un prix de marché de 15 000 KES (115.3 \$). Des programmes d'achat flexibles/échelonnés étaient aussi proposés. Ce modèle déficitaire était compensé par l'expansion du socle de consommateurs, mais surtout par des subventions tirées de la vente de crédits carbone sur les marchés de conformité.

Une trop forte dépendance aux crédits carbone

Le modèle économique de Koko reposait donc sur la vente de crédits carbone sur les marchés de conformité. Toutefois, l'accès à ces marchés nécessitait une lettre d'autorisation du gouvernement kenyan. Or après huit mois sans approbation souveraine du gouvernement kenyan, l'entreprise n'a pas pu compenser l'écart entre ses coûts d'exploitation et des prix de vente volontairement bas. Les autorités ont estimé que le volume de crédits généré par Koko risquait de mobiliser la majeure partie du quota international de carbone attribué au Kenya.

Des enseignements à tirer

Le cas de Koko Networks illustre la vulnérabilité des entreprises de cuisson propre vis à vis des subventions (le cas échéant issues des marchés de conformité du carbone), pourtant nécessaires pour proposer des solutions de cuisson propre à un prix compétitif, sinon équivalent à celui des solutions plus émettrices pour les ménages. Ainsi, la disparition de Koko soulève des interrogations sur la capacité des modèles à se développer sans soutien fiscal direct (faute de quoi le prix irait à la hausse pour les utilisateurs finaux) et sur la dépendance à la volonté politique et réglementaire de faire de l'accès à la cuisson propre un objectif prioritaire.

Lytefire : Un four solaire, une femme, un quartier transformé



Il y a des histoires qui forcent l'admiration. Celle de Joan Arwa Ogwang en fait partie. À Kisumu, au bord du lac Victoria, cette entrepreneuse kényane a construit en moins de trois ans une boulangerie solaire rentable, créé neuf emplois et prouvé que l'innovation climatique peut s'épanouir et prospérer au cœur de l'Afrique de l'Est.

Son équipement? Un simple four solaire à concentration qui transforme directement les rayons du soleil en chaleur de cuisson professionnelle (300°C). Les jours ensoleillés : pas de charbon, pas de raccordement électrique, pas d'émissions de CO₂ (soit vingt-six jours par mois en moyenne, dix mois par an). L'énergie ne représente plus que 1 % des coûts totaux de la petite boulangerie. Entre 2023 et 2024, son chiffre d'affaires a bondi de 180 %. En juin 2024, la «Solar Fire Bakery» atteignait son seuil de rentabilité, après seulement deux ans d'activité. Elle a aujourd'hui deux points de vente avec une production d'environ 400 kg de produits boulangers par mois.

En 2025, le jury du prix Afrique Excellence a consacré ce modèle en lui décernant le deuxième Prix dans la catégorie Boulangerie Artisanale Solaire, saluant un projet «hautement reproductible et vecteur de stabilisation des populations locales».

Lytefire, la société finlandaise à l'origine de la technologie, soutient le développement de la «Solar Fire Bakery» depuis ses débuts (formation, accompagnement, financement participatif). Avec Joan Arwa Ogwang, il s'agit de démontrer qu'une petite activité locale de boulangerie solaire rentable n'est pas une utopie : c'est un modèle éprouvé, exportable, déjà reproductible sur l'ensemble du continent africain. Le modèle est aussi valable en Europe où une dizaine d'entrepreneurs utilisent déjà ce même équipement.

Par concentration des rayons solaires via des miroirs orientés avec précision sur un four, la technologie atteint les températures nécessaires à la cuisson commerciale de petites quantités de pain, brioches, biscuits, jusqu'à 500 brioches par jour et jusqu'à 45 kg de produits boulangers par journée de cuisson. La conception robuste et locale, entièrement maintenue par l'utilisateur, confère aux utilisateurs une autonomie opérationnelle totale.

En se concentrant sur la rentabilité du solaire à concentration, Lytefire espère ainsi contribuer activement à une diffusion plus rapide d'équipements solaires simples, robustes, permettant une réelle autonomie d'utilisation tout en renforçant l'économie locale.

Depuis 2012, la petite entreprise travaille essentiellement avec des ONG internationales et des associations. Les formateurs accompagnent une communauté de plusieurs centaines d'utilisateurs vers une véritable résilience énergétique et une économie durable. Le transfert de compétences est également assuré par des campagnes régulières de mise en vente des plans de construction des équipements de base.



Joan Arwa en pleine vente
Septembre 2025 © Lytefire



Site : www.lytefire.com

Prix Afrique Excellence :
<https://www.afrique-excellence.com/Projets-primes-2025>

BCELL Energy: assembler et valoriser les batteries lithium à Madagascar



À travers BCELL Energy, nous développons à Madagascar une approche locale et circulaire de la technologie lithium. Notre objectif est simple : rendre les batteries performantes plus accessibles tout en valorisant les ressources et les compétences locales.

Notre activité repose sur trois piliers complémentaires : l'assemblage local de batteries lithium, le reconditionnement de batteries existantes et les services techniques spécialisés autour des systèmes de stockage d'énergie.

Assemblage local de batteries lithium

BCELL Energy conçoit et assemble à Madagascar des batteries lithium adaptées aux besoins du marché local et régional. Nous développons des modèles de batteries pour différentes applications, notamment le stockage d'énergie solaire, le délestage et certaines applications industrielles.

Les batteries sont assemblées dans notre atelier à partir de cellules lithium de haute qualité, intégrées dans des architectures optimisées et pilotées par des systèmes de gestion électronique (BMS) assurant sécurité, performance et longévité.

Cette approche permet de réduire les coûts logistiques, d'améliorer la disponibilité des équipements, de garantir un SAV local et rapide, et d'adapter les batteries aux réalités énergétiques locales.

Reconditionnement et économie circulaire

Un autre axe majeur de notre activité est le reconditionnement de batteries lithium. De nombreuses batteries encore fonctionnelles sont aujourd'hui mises au rebut alors qu'une partie importante de leur capacité reste exploitable.

Grâce à des procédures de diagnostic, test et tri des cellules, nous revalorisons ces batteries pour leur donner une seconde vie dans des applications stationnaires, notamment le stockage solaire.

Ce modèle contribue à réduire les déchets électroniques, tout en proposant des solutions de stockage plus abordables.

Expertise technique et services

Au-delà de la fabrication, BCELL Energy propose également des services techniques spécialisés :

- tests de capacité et de performance,
- diagnostics de batteries,
- calibrage et optimisation de packs lithium,
- accompagnement technique pour projets énergétiques.

Notre ambition est de structurer une filière batterie locale, combinant innovation technologique, formation de compétences malgaches et solutions adaptées aux défis énergétiques du pays.

En développant l'assemblage et la valorisation de batteries lithium à Madagascar, BCELL Energy contribue à accélérer la transition énergétique tout en renforçant l'écosystème industriel local.



Photo : © BCell Group

Recommandations

À lire



Objectif de développement durable 7 de l'Afrique 2025 : Rapport 2025

Le rapport « Objectif de développement durable n°7 de l'Afrique : Rapport 2025 » publié par la Commission africaine de l'énergie présente une analyse des progrès réalisés par les pays africains en matière d'accès à une énergie abordable, fiable et durable. Le rapport met ainsi en

évidence la nécessité d'accélérer les investissements, de renforcer les infrastructures énergétiques et de promouvoir des solutions adaptées, notamment en zones rurales, afin d'atteindre les objectifs d'accès universel à l'énergie d'ici 2030.



Spatializing women's everyday access to energy: an intra-urban comparison of the gender-energy nexus in Lahore, Pakistan

Cet article contribue à la littérature encore peu abondante sur les expériences vécues et les pratiques énergétiques quotidiennes des femmes urbaines à faibles revenus. À l'aide d'entretiens quantitatifs et qualitatifs dans cinq sites d'étude à Lahore, il examine leur accès à l'énergie et son utilisation dans les espaces domestiques, publics et

professionnels. Il démontre comment l'accès marginalisé des femmes à l'énergie est à la fois spatialement déterminé (par exemple, par l'hétérogénéité des infrastructures disponibles dans les quartiers périphériques et par leur proximité avec les centres urbains) et socialement conditionné par leurs identités intersectionnelles.



Kit « Bonnes pratiques de maintenance et gestion des déchets d'équipements solaires »

Ce travail rassemble une série de fiches de bonnes pratiques dédiées à la maintenance et gestion des équipements solaires en fin de vie (déchets) : panneaux photovoltaïques, batteries, onduleurs, régulateurs et local technique.

Élaborées par le Groupe de Travail sur les Déchets Solaires, ces ressources visent à accompagner les acteurs de terrain dans la mise en œuvre d'une maintenance de niveau 1 prévenant la production de déchets et dans la mise en œuvre d'une gestion sécurisée et opérationnelle des déchets d'équipements solaires.



WARM :

Le site d'information WARM est proposé par 2050 Now Le Média. Il raconte et décrypte la transition écologique et énergétique sous l'angle de la

géopolitique, avec des articles, des analyses d'expert-es, des cartes, des données et des entretiens avec des décideurs internationaux.

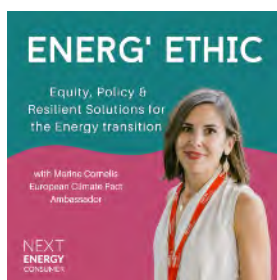
À écouter ou visionner



Let's Talk about Energy

Let's Talk About Energy est un podcast de SEforALL qui met en lumière les acteur·rices et idées qui accélèrent la transition vers des systèmes énergétiques plus propres, inclusifs et résilients à l'échelle mondiale. Le podcast s'intéresse autant aux

innovations technologiques qu'aux évolutions politiques et sociales, en donnant à voir des solutions déployées dans différentes régions du monde, de l'Afrique subsaharienne à l'Asie et à l'Amérique latine.



Energ'Ethic

Energ'Ethic est un podcast qui explore la transition énergétique sous l'angle de la gouvernance plutôt que de la technologie. Il part du constat que les difficultés actuelles ne viennent pas tant des solutions techniques que des choix institutionnels, notamment en matière de répartition des coûts, d'accès aux bénéfices et de redevabilité des

acteurs publics. Animé par Marine Cornelis, spécialiste des enjeux de précarité énergétique et de droits des consommateurs, le podcast donne la parole à des profils situés à l'interface entre politiques et réalités de terrain — régulateurs, chercheurs et praticiens confrontés aux limites concrètes de mise en œuvre.

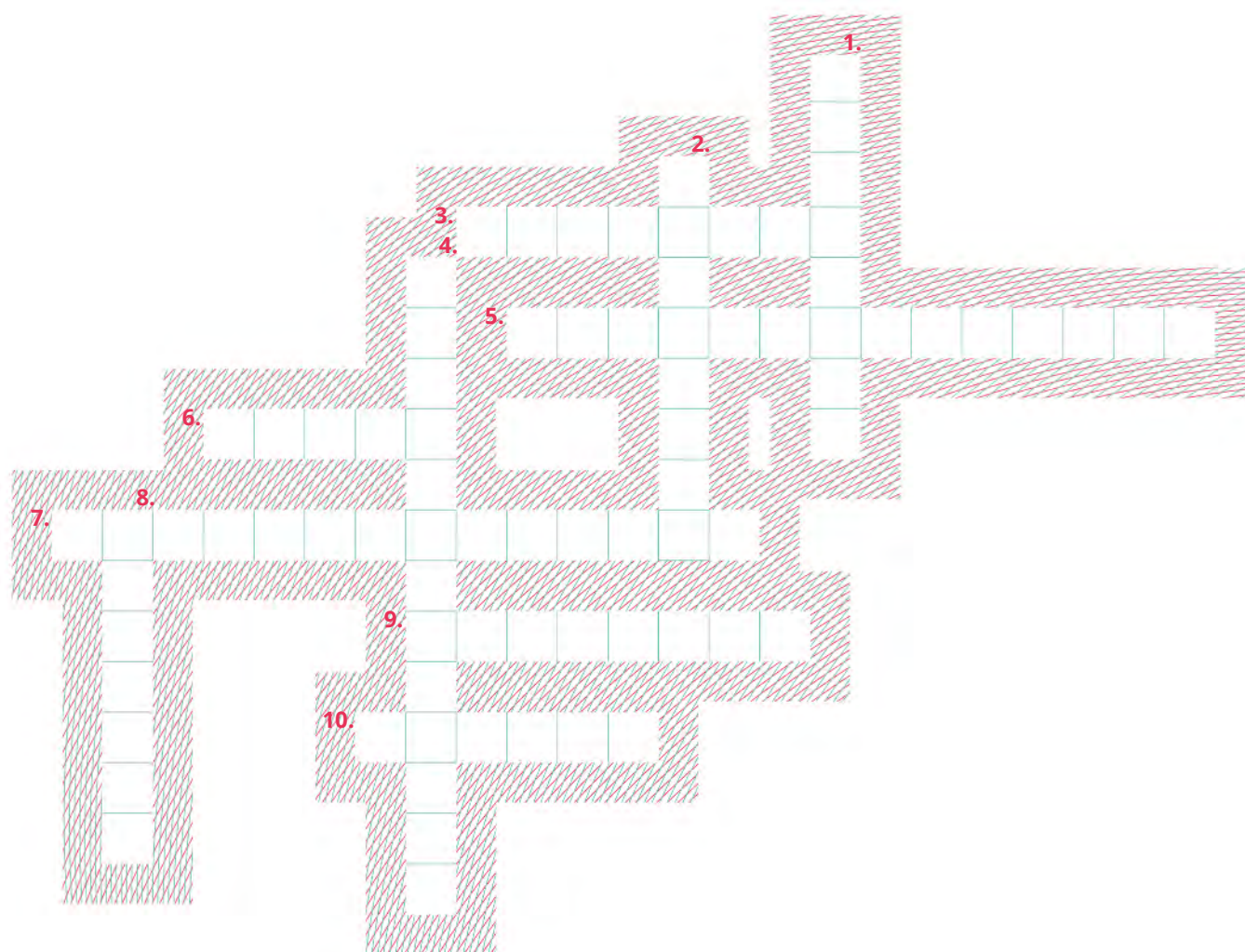


La lumière des femmes

Dans une région très isolée du Sénégal, trois femmes partent se former pour apporter l'électricité et l'énergie solaire dans leur communauté. Après quatre mois de formation, toutes trois reviennent dans leur village avec l'objectif d'équiper les maisons de panneaux solaires. En

apportant l'électricité dans les foyers, le projet bouleverse en profondeur la vie des habitants. Tourné dans leurs pas, ce documentaire questionne subtilement le sens de la modernité et la place des femmes dans les sociétés peules.

Mots-croisés



Horizontalement

- 3.** Combustible naturel issu du vivant.
- 5.** Module de transformation des photons en courant électrique.
- 6.** Éditeur de la *Gazette* de l'énergie
- 7.** Secteur de la cuisson propre concerné par le Guide méthodologique n°2 du Réseau Cicle
- 9.** Organisation de concertation, de recherche et de plaidoyer dans le secteur de la cuisson propre.

- 10.** Source d'énergie issue de la décomposition de matières organiques qui a fait l'objet de la seconde fiche de synthèse du Réseau Cicle.

Verticalement

- 1.** Un pays surnommé "le continent".
- 2.** Unité de stockage de l'énergie électrique pour les installations solaires.
- 4.** Peut se dire d'une coopération de société civile à société civile, ou d'une solution d'électrification hors réseau.
- 8.** Ville africaine où s'est tenu le sommet Energy Access Investment Forum de l'ARE en 2026.

Contributions à la Gazette

Réseau Cicle

Cécile Gillot
Nadia Hillary Djoukouo Dassi
Amany Sam Dine Traoré
Corentin Oudot
Charlie Gervais

Édito

Réseau Cicle
Olivier Dehaese, [SDE35](#)

Nouvelles du réseau

Mélina Sahli, [Watt for change](#)

Enjeux internationaux

Lisa Feldmann, [Energypedia](#)
Mourima Mai Moussa et Deita Sylvie YAMEOGO, [AB.AOC](#)
Yotam Yagour, [Climate Chance](#)
Meyanga Marie Angèle et Donald Arsène Ndong, [REFELA-CAM](#)
Daniel Ayuk Mbi Egbe, [ANSOLE](#)

Sénégal

Hélène Sabathié-Akonor, [ADEME](#)
Françoise Regneault, [Association JAPPALE OCCITANIE SENEAL](#)
Mouhamadou Touré, [ADSCAL](#)

Togo

Tania Chauvin, [Electriciens sans frontières](#)
Andele Yaovi et Sena Alouka, [JVE](#)

Cameroun

Marco Geuna et Iness Djaba, [Fondem](#)
Tania Chauvin, [Electriciens sans frontières](#)
Albin LAZARE, [AIMF](#)

Madagascar

Anthony Dufau, [Experts Solidaires](#)
Nicolas Livache, [Experts Solidaires](#)
Cadeau Adjami, [Fablab Enr-out](#)
Nekena Adjami, [Fablab Enr-out](#)
Herimanitra Malala Andrianjato, [Vohitra Environnement](#)
Faravololona Rasamimanana-Rakotoarison, [Vohitra Environnement](#)

Maroc

Colin Cadier, [Région Sud Provence Alpes Côte d'Azur](#)
Dina Triqui, [CIE de Tata](#)
Virginie Klein, [Geres](#)

Cambodge

Bea Varnai, [Geres](#)
Natharoun Ngo Son, [Energylab Asia](#)

Énergie des territoires

Antoine Malafosse, [ISTOM](#)

Genre

Joy Clancy, [Liverpool Hope University](#)
Sheila Oparaocha, [ENERGIA](#)

Parole à la Recherche

Junior Mbangala, [Université d'Oxford](#)
David Tsivalalaina Razafimahefa, [projet Hayka 2.0](#)
Mariama Sarr, [Université de Pau et des Pays de l'Adour](#)
et [Université Cheikh Anta Diop de Dakar](#)
Yatou Sallah, [AISESA](#)

Parole aux entreprises

Eva Wissensz, [Lytefire](#)
Maxime de Plaen, [BCell Group](#)

Le Réseau Cicle est soutenu par :



Le Réseau Cicle

Un réseau sectoriel

Le Réseau Cicle (Coopération Internationale Climat-Énergie) est le réseau multi-acteur·rice·s spécialiste des questions d'accès aux services énergétiques, en référence à l'ODD7.

Véritable levier dans l'atteinte des autres piliers de développement, la mise à disposition d'un service énergétique fiable, durable, moderne et à un coût abordable permet le développement des activités économiques, d'infrastructures publiques plus performantes et une meilleure résilience face aux changements climatiques.

Un réseau multi-acteur·rice·s

Depuis 2015, le Réseau Cicle anime un espace d'échanges, de dialogues, d'appui-conseil et de synergies, afin que les projets d'accès aux services énergétiques aux Suds soient d'une qualité croissante et mieux concertés. Le Réseau crée des ponts entre acteur·rice·s de la coopération décentralisée et non gouvernementale : ONG, collectivités territoriales, entreprises, fondations d'entreprises, organisations professionnelles, chercheur·euse·s, etc.



Réseau
Cicle
Coopération
internationale
climat • énergie